

No. 40460

**United Nations
and
Haiti**

Agreement between the United Nations and the Government of Haiti concerning the status of the United Nations Operation in Haiti. Port-au-Prince, 9 July 2004

Entry into force: *9 July 2004 by signature, in accordance with part XI*

Authentic text: *French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *ex officio, 9 July 2004*

**Organisation des Nations Unies
et
Haïti**

Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement haïtien concernant le statut de l'opération des Nations Unies en Haïti. Port-au-Prince, 9 juillet 2004

Entrée en vigueur : *9 juillet 2004 par signature, conformément à la partie XI*

Texte authentique : *français*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *d'office, 9 juillet 2004*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET LE GOUVERNEMENT HAÏTIEN CONCERNANT LE STATUT DE L'OPÉRATION DES NATIONS UNIES EN HAÏTI

I. DÉFINITIONS

1. Les définitions ci-après s'appliquent aux fins du présent Accord:

a) Le terme "MINUSTAH" désigne la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti, établie conformément à la résolution 1542 (2004) du Conseil de sécurité en date du 30 avril 2004 et dont le mandat est défini dans la résolution susmentionnée sur la base des recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport du 16 avril 2004 (S/2004/300).

Comprenant:

- i) Le "Représentant spécial" désigné par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies avec l'assentiment du Conseil de sécurité. Si ce n'est au paragraphe 26 ci-après, toute mention du Représentant spécial dans le présent Accord englobera tous membres de la MINUSTAH auxquels le Représentant spécial aura pu déléguer des attributions ou pouvoirs précis;
 - ii) Une "composante civile" comprenant des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et le personnel affecté par le Secrétaire général au service du Représentant spécial ou fourni par les Etats participants pour faire partie de la MINUSTAH;
 - iii) Une "composante militaire" comprenant du personnel militaire et civil fourni à la MINUSTAH par les Etats participants à la demande du Secrétaire général;
- b) L'expression "membres de la MINUSTAH" désigne le Représentant spécial du Secrétaire général et tout membre des composantes civiles et militaires;
- c) Le terme "Gouvernement" désigne le Gouvernement Haïtien;
- d) Le terme "territoire" désigne le territoire d'Haïti;
- e) L'expression "État participant" désigne l'un quelconque des États qui fournissent du personnel, des services, des équipements, des approvisionnements, des fournitures, des matériels et autres biens aux composantes susmentionnées de la MINUSTAH;
- f) Le terme "Convention" désigne la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 13 février 1946 à laquelle la République d'Haïti est partie;
- g) Le terme "contractants" désigne les personnes, autres que les membres de la MINUSTAH, y compris les personnes physiques et morales et leurs employés et sous-traitants que l'Organisation des Nations Unies engage pour prêter des services ou fournir des équipements, approvisionnements, fournitures, matériels et autres biens à l'appui des activités de la MINUSTAH. Ces contractants ne sont pas considérés comme des tiers bénéficiaires aux termes du présent Accord;

h) Le terme "véhicules" désigne les véhicules civils et militaires utilisés par l'Organisation des Nations Unies et exploités par les membres de la MINUSTAH et les contractants dans le cadre des activités de la MINUSTAH;

i) Le terme "navires" désigne les navires civils et militaires utilisés par l'Organisation des Nations Unies et exploités par les membres de la MINUSTAH, les Etats participants et les contractants dans le cadre des activités de la MINUSTAH;

j) Le terme "aéronefs" désigne les aéronefs civils et militaires utilisés, par l'Organisation des Nations Unies et exploités par les membres de la MINUSTAH, les Etats participants et les contractants dans le cadre des activités de la MINUSTAH.

II. APPLICATION DU PRÉSENT ACCORD

2. Sauf stipulation expresse contraire, les dispositions du présent Accord et toute obligation contractée par le Gouvernement ou tous privilèges, immunités, facilités ou concessions accordés à la MINUSTAH ou à l'un quelconque de ses membres ou aux contractants s'appliquent sur l'ensemble du territoire d'Haïti.

III. APPLICATION DE LA CONVENTION

3. La MINUSTAH, ses biens, fonds et avoirs ainsi que ses membres, y compris le Représentant spécial, jouissent des privilèges et immunités spécifiés dans le présent Accord et dans la Convention.

4. L'article II de la Convention, qui s'applique à la MINUSTAH, s'applique également aux biens, fonds et avoirs des Etats participants utilisés dans le cadre de ladite opération.

IV. STATUT DE LA MINUSTAH

5. La MINUSTAH et ses membres s'abstiennent de tous actes ou activités incompatibles avec le caractère impartial et international de leurs fonctions ou contraires à l'esprit du présent accord. Ils respectent tous les lois et les règlements du pays. Le Représentant spécial prend toutes les dispositions voulues pour assurer le respect de ces obligations.

6. Sans préjudice au mandat de la MINUSTAH et à son statut international

a) L'Organisation des Nations Unies s'assure que la MINUSTAH s'acquitte de sa mission en Haïti dans le plein respect des principes et règles des conventions internationales relatives à la conduite du personnel militaire. Ces conventions internationales comprennent les quatre Conventions de Genève du 12 août 1949 et leurs Protocoles additionnels du 8 juin 1977 et la Convention internationale de l'UNESCO pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, en date du 14 mai 1954;

b) Le Gouvernement s'engage à traiter en tout temps le personnel militaire de la MINUSTAH dans le plein respect des principes et règles énoncés dans les conventions internationales applicables au traitement du personnel militaire. Ces conventions internationales comprennent les quatre Conventions de Genève du 12 août 1949 et leurs Protocoles additionnels du 8 juin 1977.

LA MINUSTAH s'assure que les membres de son personnel militaire ont parfaitement connaissance des principes et règles énoncés dans les conventions internationales susvisés.

7. Le Gouvernement s'engage à respecter le statut exclusivement international de la MINUSTAH.

Drapeau des Nations Unies et marques d'identification distinctive des Nations Unies

8. Le Gouvernement reconnaît à la MINUSTAH le droit d'arborer en Haïti le drapeau des Nations Unies à son siège, dans ses camps ou autres installations, ainsi que sur ses véhicules, navires, ou conformément à toute autre décision du Représentant spécial. Tous autres drapeaux ou fanions ne peuvent être arborés qu'à titre exceptionnel. Dans ce cas, la MINUSTAH examine avec bienveillance les observations ou demandes du Gouvernement.

9. Les véhicules, navires et aéronefs de la MINUSTAH portent une marque d'identification distinctive des Nations Unies, dont il est donné notification au Gouvernement.

Communications

10. En matière de communications, la MINUSTAH bénéficie des facilités prévues à l'article III de la Convention et, en coordination avec le Gouvernement, en fait usage dans la mesure nécessaire à l'accomplissement de sa tâche. Les questions qui pourraient se poser en matière de communications et qui ne seraient pas expressément réglées dans le présent Accord sont traitées conformément aux dispositions pertinentes de la Convention.

11. Sous réserve des dispositions du paragraphe 10:

a) La MINUSTAH a le droit d'installer et d'exploiter des stations de radio des Nations Unies pour diffuser des informations sur son mandat. Elle est également habilitée à installer et à exploiter des stations émettrices ou réceptrices de radio et des systèmes de communication par satellites afin de relier les points voulus sur le territoire tant entre eux qu'avec les bureaux des Nations Unies dans d'autres pays, et d'échanger des données par téléphone, en phonie, par télécopie et par d'autres moyens électroniques avec le réseau mondial de télécommunications des Nations Unies. Les stations de radio et les services de télécommunications des Nations Unies sont exploités conformément à la Convention internationale des télécommunications et au Règlement des radiocommunications, et les fréquences utilisées pour l'exploitation des stations sont attribuées par le Gouvernement sans retard.

b) La MINUSTAH bénéficie, sur le territoire, du droit de communiquer librement par radio (transmissions par satellites, radiotéléphones mobiles et postes portatifs incluses), téléphone, courrier électronique, télécopie ou tout autre moyen, et de mettre en place les installations nécessaires pour assurer les communications considérées à l'intérieur de ses locaux et entre eux, y compris la pose de câbles et de lignes terrestres et l'installation d'émetteurs, de récepteurs et de répéteurs fixes et mobiles. Les fréquences radio utilisées sont fixées en coopération avec le Gouvernement et sont attribuées sans retard. Il est entendu que l'interconnexion avec les réseaux locaux de téléphone, télécopie et autres moyens électroniques de transmission des données ne peut être établie qu'après consultation avec le Gouvernement et conformément aux dispositions prises avec lui, et que les tarifs d'utilisation desdits réseaux seront les plus favorables possibles.

c) La MINUSTAH peut prendre les dispositions nécessaires par ses propres moyens pour traiter et transporter les courriers personnels adressés ou provenant de ses membres. Le Gouvernement, qui doit être informé de la nature de ces dispositions, n'entrave ni ne

censure les courriers de la MINUSTAH ou de ses membres. Au cas où les dispositions postales prises pour les courriers personnels des membres de la MINUSTAH s'étendraient à des virements de fonds ou à l'expédition de paquets et colis, les conditions régissant ces opérations seront fixées en accord avec le Gouvernement.

Déplacements et transports

12. La MINUSTAH et ses membres, ainsi que ses contractants, jouissent, avec les véhicules, y compris les véhicules des contractants utilisés exclusivement pour la prestation de services à la MINUSTAH, les navires, les aéronefs et les matériels, de la liberté de mouvement sans retard dans tout le territoire. En ce qui concerne les mouvements importants de personnel, matériel, véhicules ou aéronefs qui transiteraient par les aéroports ou emprunteraient les voies ferrées ou les routes utilisées pour la circulation générale sur le territoire, cette liberté sera coordonnée avec le Gouvernement. Celui-ci s'engage à fournir à la MINUSTAH, lorsqu'il y aura lieu, les cartes et autres éléments d'information, concernant notamment les dangers et obstacles, qui pourront être utiles pour faciliter ses mouvements.

13. Les véhicules de la MINUSTAH ne sont pas assujettis à la réglementation haïtienne en matière d'immatriculation et de certification, mais doivent être couverts par l'assurance responsabilité civile.

14. La MINUSTAH et ses membres, ainsi que ses contractants, et avec leurs véhicules, y compris ceux qui sont utilisés uniquement pour la prestation de services à la MINUSTAH, les navires et aéronefs, peuvent utiliser les routes, les ponts, les canaux et autres voies navigables, les installations portuaires, les aérodromes et l'espace aérien sans s'acquitter de charges, droits de péage, droits d'atterrissage, frais de garage ou de survol, ni de frais et charges portuaires, y compris les droits de quai et de pilotage. Toutefois, la MINUSTAH ne réclamera pas l'exemption des droits qui correspondent en fait à la rémunération de services rendus, étant entendu que ces droits pour services rendus seront calculés aux taux les plus favorables.

Privilèges et immunités de la MINUSTAH

15. Là MINUSTAH en tant qu'organe subsidiaire de l'Organisation des Nations Unies bénéficie du statut, des privilèges et des immunités des Nations Unies prévus dans la Convention. La disposition de l'article II de la Convention qui s'applique à la MINUSTAH s'applique aussi aux biens, fonds et avoirs des Etats participants dans le cadre des contingents nationaux en service à la MINUSTAH comme prévu au paragraphe 4 du présent Accord. Le Gouvernement reconnaît en particulier à la MINUSTAH le droit:

a) D'importer, en franchise et sans restriction aucune, le matériel et les approvisionnements, les fournitures, les carburants et autres biens destinés à son usage exclusif et officiel ou à la revente dans les économats prévus ci-après;

b) De créer, d'entretenir et de gérer, à son siège, dans ses camps et dans ses postes, des économats destinés à ses membres mais non au personnel recruté localement. Ces économats peuvent offrir des produits de consommation et autres articles précisés d'avance. Le Représentant spécial prend toutes mesures nécessaires pour empêcher l'utilisation abusive de ces économats, ainsi que la vente ou la revente des produits en question à des personnes

autres que des membres de la MINUSTAH, et examine avec bienveillance les observations ou demandes du Gouvernement relatives au gérance des économats;

c) De dédouaner, en franchise et sans restriction aucune, le matériel et les approvisionnements, fournitures, carburants et autres biens destinés à son usage exclusif et officiel ou à la revente dans les économats prévus ci-dessus;

d) De réexporter ou de céder de toute autre manière le matériel encore utilisable, et tous les approvisionnements, fournitures, carburants et autres biens non consommés ainsi importés ou dédouanés et non transférés ou autrement cédés, à des modalités et conditions préalablement convenues, aux autorités locales compétentes de l'Etat d'Haïti ou à une entité désignée par celles-ci.

La MINUSTAH et le Gouvernement conviendront d'une procédure mutuellement satisfaisante, notamment en matière d'écritures, pour que les opérations d'importation, de dédouanement, de transfert ou d'exportation s'accomplissent dans les meilleurs délais.

V. FACILITÉS ACCORDÉES À LA MINUSTAH ET SES CONTRACTANTS

Locaux requis pour les activités opérationnelles et administratives de la MINUSTAH

16. Le Gouvernement fournira à la MINUSTAH, à titre gracieux et en accord avec le Représentant spécial, les emplacements pour son siège, ses camps et autres locaux nécessaires pour la conduite de ses activités opérationnelles et administratives. Sans préjudice, tous ces locaux seront inviolables et soumis à l'autorité et au contrôle exclusif de l'Organisation des Nations Unies. Le Gouvernement garantira le libre accès à ces locaux.

17. Le Gouvernement s'engage à aider de son mieux la MINUSTAH à obtenir ou à lui fournir, s'il y a lieu, l'eau, l'électricité et les autres facilités nécessaires, gratuitement ou, si cela n'est pas possible, aux tarifs les plus favorables, et, en cas d'interruption ou de menaces d'interruption du service, à faire en sorte, dans toute la mesure possible, que les besoins de la MINUSTAH se voient assigner le même rang de priorité que ceux des services gouvernementaux essentiels. Lorsque l'eau, l'électricité et les autres facilités nécessaires ne sont pas fournis gratuitement, la MINUSTAH s'acquittera des montants dus à ce titre suivant des modalités à déterminer en accord avec les autorités compétentes. LA MINUSTAH sera responsable de l'entretien des facilités ainsi fournies.

18. LA MINUSTAH a le droit, le cas échéant, de produire dans ses locaux, ainsi que de transporter et de distribuer, l'électricité qui lui est nécessaire.

19. L'Organisation des Nations Unies est seule habilitée à autoriser des responsables gouvernementaux ou toute autre personne non membre de la MINUSTAH à pénétrer dans ces locaux.

Approvisionnement, fournitures et services et arrangements sanitaires

20. Le Gouvernement consent à accorder, dans les plus brefs délais possible, toutes les autorisations et licences et tous les permis nécessaires à l'importation et à l'exportation d'équipements, d'approvisionnements, de fournitures, de matériels et autres biens utilisés exclusivement pour l'usage de la MINUSTAH, même lorsque l'importation ou l'exportation est effectué par des contractants, libre et en franchise de tous droits, frais ou taxes, y compris la taxe sur la valeur ajoutée, s'il s'agit d'achats.

21. Le Gouvernement s'engage à aider, dans la mesure du possible, la MINUSTAH à se procurer sur place les équipements, approvisionnements, fournitures, carburants, matériels et autres biens et services nécessaires pour assurer sa subsistance et conduire ses opérations. En ce qui concerne les équipements, approvisionnements, fournitures, matériels et autres biens acquis sur place par la MINUSTAH ou ses contractants, à titre officiel et pour son usage exclusif, le Gouvernement prendra les dispositions administratives requises pour rembourser les droits ou taxes incorporés au prix ou en vue de leur exonération. Le Gouvernement exonérera de taxe à la vente tous les achats effectués sur place, à titre officiel, par la MINUSTAH et ses contractants. Sur la base des observations faites et des informations fournies par le Gouvernement à cet égard, la MINUSTAH évitera que les achats effectués sur place aient un effet préjudiciable sur l'économie locale.

22. Afin de permettre aux contractants, autres que les ressortissants haïtiens résident en Haïti, de fournir adéquatement les services destinés à appuyer la MINUSTAH, le Gouvernement accepte de leur accorder des facilités de sorte qu'ils puissent entrer en Haïti en sortir et qu'ils puissent être rapatriés en période de crise. A cette fin, le Gouvernement délivrera promptement, gratuitement et sans restrictions aux contractants tous les visas, permis ou autorisations nécessaires. Les contractants, autres que les ressortissants haïtiens résidant en Haïti, seront exonérés d'impôt sur les services fournis à la MINUSTAH, y compris l'impôt sur les sociétés, l'impôt sur le revenu, les taxes sur la sécurité sociale et autres impôts similaires découlant directement de la prestation de ces services.

23. La MINUSTAH et le Gouvernement collaboreront au fonctionnement des services sanitaires et coopéreront dans toute la mesure possible en matière de santé, en particulier pour ce qui a trait à la lutte contre les maladies transmissibles, conformément aux dispositions des conventions internationales.

Recrutement de personnel local

24. La MINUSTAH peut recruter le personnel local dont elle a besoin. Si le Représentant spécial en fait la demande, le Gouvernement s'engage à faciliter le recrutement par la MINUSTAH de personnels locaux qualifiés et à en accélérer la procédure.

Monnaie

25. Le Gouvernement s'engage à mettre à la disposition de la MINUSTAH, contre remboursement en une devise mutuellement acceptable, les sommes en monnaie locale qui lui seront nécessaires, notamment pour payer les traitements de ses membres, le taux de change le plus favorable à la MINUSTAH étant retenu à cet effet.

VI. STATUT DES MEMBRES DE LA MINUSTAH

Privilèges et immunités

26. Le Représentant spécial, le commandant de la composante militaire de la MINUSTAH et les collaborateurs de haut rang du Représentant spécial dont il peut être convenu avec le Gouvernement jouissent du statut spécifié aux sections 19 et 27 de la Convention, dans la mesure où les privilèges et immunités visés sont ceux que le droit international reconnaît aux envoyés diplomatiques.

27. Les fonctionnaires des Nations Unies qui sont affectés à la composante civile de la MINUSTAH, de même que les Volontaires des Nations Unies qui y sont intégrés, demeurent des fonctionnaires des Nations Unies et peuvent se prévaloir des privilèges et immunités énoncés aux articles V et VII de la Convention.

28. Le personnel de la police civile et le personnel civil autre que les fonctionnaires des Nations Unies dont les noms sont communiqués à cette fin au Gouvernement par le Représentant spécial sont considérés comme des experts en mission au sens de l'article VI de la Convention.

29. Le personnel militaire des contingents nationaux affecté à la composante militaire de la MINUSTAH jouit des privilèges et immunités expressément prévus dans le présent Accord.

30. Sauf disposition contraire du présent Accord, les membres de la MINUSTAH recrutés localement jouissent des immunités concernant les actes accomplis en leur qualité officielle, de l'exonération d'impôt et de l'exemption de toute obligation relative au service national prévues aux alinéas a), b) et c) de la section 18 de la Convention.

31. Les traitements et émoluments que l'Organisation des Nations Unies ou un État participant versent aux membres de la MINUSTAH et les revenus que ceux-ci reçoivent de sources situées à l'extérieur d'Haïti ne sont pas assujettis à l'impôt. Les membres de la MINUSTAH sont également exonérés de tout autre impôt direct, à l'exception des taxes municipales qui frappent les services, ainsi que de tous droits et frais d'enregistrement.

32. Les membres de la MINUSTAH ont le droit d'importer en franchise leurs effets personnels, lors de leur arrivée en et de leur départ d'Haïti. Les lois et règlements relatifs aux douanes et au change sont applicables aux biens personnels qui ne leur sont pas nécessaires, du fait de leur présence en Haïti au service de la MINUSTAH. S'il en est averti à l'avance et par écrit, le Gouvernement accorde des facilités spéciales en vue de l'accomplissement rapide des formalités d'entrée et de sortie pour tous les membres de la MINUSTAH, y compris la composante militaire. Nonobstant le règlement des changes susmentionné, les membres de la MINUSTAH pourront, à leur départ d'Haïti, emporter les sommes dont le Représentant spécial aura certifié qu'elles ont été versées par l'Organisation des Nations Unies ou par un Etat participant à titre de traitements et d'émoluments et constituent un reliquat raisonnable de ces fonds. Des arrangements spéciaux seront conclus en vue de mettre en oeuvre les présentes dispositions dans l'intérêt du Gouvernement et des membres de la MINUSTAH.

33. Le Représentant spécial coopère avec le Gouvernement et prête toute l'assistance en son pouvoir pour assurer le respect des législations et réglementations douanières et fiscales d'Haïti par les membres de la MINUSTAH, conformément aux dispositions du présent Accord.

Entrée, séjour et départ

34. Le Représentant spécial et les membres de la MINUSTAH, chaque fois qu'il le leur demande, ont le droit d'entrer en Haïti, d'y séjourner et d'en repartir.

35. Le Gouvernement s'engage à faciliter l'entrée en Haïti du Représentant spécial et des membres de la MINUSTAH ainsi que leur sortie, et est tenu au courant de ces mouvements. A cette fin, le Représentant spécial et les membres de la MINUSTAH sont dispensés

des formalités de passeport et de visa, ainsi que de l'inspection et des restrictions prévues par les services d'immigration, et du paiement de tous droits ou taxes à l'entrée ou à la sortie du territoire. Ils ne sont pas davantage assujettis aux dispositions régissant le séjour des étrangers en Haïti, notamment aux dispositions relatives à l'enregistrement, mais n'acquièrent pour autant aucun droit de résider ou d'être domiciliés en permanence en Haïti.

36. À l'entrée ou à la sortie du territoire, seuls les titres ci-après sont exigés des membres de la MINUSTAH a) ordre de mission individuel ou, collectif délivré par le Représentant spécial ou par les autorités compétentes de tel ou tel Etat participant, ou sous l'autorité de l'un ou des autres; b) earte d'identité personnelle délivrée conformément au paragraphe 37 du présent Accord, si ce n'est à la première entrée, pour laquelle le laissez-passer des Nations Unies, le passeport national ou la carte d'identité personnelle délivrée par l'Organisation des Nations Unies ou par les autorités compétentes d'un Etat participant peut tenir lieu de la carte d'identité susmentionnée.

Identification

37. Le Représentant spécial délivre à chacun des membres de la MINUSTAH, avant ou dès que possible après sa première entrée sur le territoire, de même qu'à chacun des membres du personnel recruté localement et des contractants, une carte d'identité numérotée indiquant son nom et comportant une photographie du porteur. Sous réserve des dispositions du paragraphe 36 du présent Accord, ladite carte d'identité est le seul document qu'un membre de la MINUSTAH peut être tenu de produire.

38. Les membres de la MINUSTAH, de même que ceux du personnel recruté localement, et les contractants sont tenus de présenter, mais non de remettre, leur carte d'identité de la MINUSTAH à tout agent habilité du Gouvernement qui en fait la demande.

Uniformes et armes

39. Dans l'exercice de leurs fonctions officielles, les membres militaires des Nations Unies et le personnel de la police civile de la MINUSTAH, portent l'uniforme de leur pays d'origine, assorti de l'équipement réglementaire de l'ONU. Les agents du Service de sécurité de l'ONU et les fonctionnaires du Service mobile peuvent porter l'uniforme des Nations Unies. En d'autres circonstances, le Représentant spécial peut autoriser les membres susmentionnés de la MINUSTAH à porter des tenues civiles. Les membres militaires et le personnel de la police civile de la MINUSTAH, de même que les agents du Service de sécurité de l'ONU désignés par le Représentant spécial peuvent détenir et porter des armes dans l'exercice de leurs fonctions, conformément au règlement qui leur est applicable. Ceux qui portent des armes dans l'exercice de leurs fonctions autre que ceux en service de protection garde rapproché devront porter l'uniforme dans l'exercice de leurs fonctions.

Permis et autorisations

40. Le Gouvernement convient de reconnaître, sans qu'il doive être acquitté de taxe ou de redevance à ce titre, la validité d'un permis ou d'une autorisation délivrés par le Représentant spécial à l'un quelconque des membres de la MINUSTAH (membres du personnel recruté localement compris), et habilitant l'intéressé à utiliser les moyens de transport de la MINUSTAH ou à exercer une profession ou un métier quels qu'ils soient dans le cadre du fonctionnement de la MINUSTAH, étant entendu qu'aucun permis de conduire un

véhicule ne sera délivré à quiconque n'est pas déjà en possession du permis voulu, en cours de validité.

41. Le Gouvernement convient de reconnaître comme valides et, le cas échéant, à valider gratuitement et sans restrictions, les licences et certificats délivrés par les autorités compétentes d'autres Etats en ce qui concerne les aéronefs et navires, y compris ceux utilisés par des contractants exclusivement pour le compte de la MINUSTAH. Sans préjudice de la disposition précédente, le Gouvernement consent en outre à accorder promptement, gratuitement et sans restrictions, les autorisations, licences et certificats requis pour l'acquisition, l'utilisation, l'exploitation et l'entretien d'aéronefs et de navires.

42. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 39, le Gouvernement convient en outre de reconnaître, sans qu'il doive être acquitté de taxe ou de redevance à ce titre, la validité d'un permis ou d'une autorisation délivrés par le Représentant spécial à l'un quelconque des membres de la MINUSTAH, et habilitant l'intéressé à porter ou à utiliser des armes à feu ou des munitions dans le cadre du fonctionnement de la MINUSTAH.

Police militaire, arrestation et remise des personnes arrêtées et assistance mutuelle

43. Le Représentant spécial prend toutes les mesures appropriées pour assurer le maintien de l'ordre et de la discipline parmi les membres de la MINUSTAH ainsi que parmi le personnel recruté localement. A cette fin, des personnels désignés par lui assurent la police dans les locaux de la MINUSTAH et dans les zones où ses membres sont déployés. De tels personnels ne peuvent être mis en place ailleurs qu'en vertu d'arrangements conclus avec le Gouvernement et en liaison avec lui dans la mesure où cela est nécessaire pour maintenir l'ordre et la discipline parmi les membres de la MINUSTAH.

44. La police militaire de la MINUSTAH a le droit de mettre en état d'arrestation les membres militaires de la MINUSTAH. Les membres militaires arrêtés en dehors de la zone où est déployé leur contingent sont conduits auprès du commandant de celui-ci afin qu'il prenne les mesures disciplinaires qui s'imposent. Les personnels visés au paragraphe 43 ci-dessus peuvent également mettre en état d'arrestation toute autre personne dans les locaux de la MINUSTAH. Ils la remettent sans retard à l'autorité compétente du Gouvernement la plus proche, pour que les mesures voulues soient prises en ce qui concerne l'infraction commise ou les troubles causés dans lesdits locaux.

45. Sous réserve des dispositions des paragraphes 26 et 28, les autorités du Gouvernement peuvent mettre en état d'arrestation tout membre de la MINUSTAH:

- a) À la demande du Représentant spécial; ou
- b) Lorsque l'intéressé est appréhendé au moment où il commet ou tente de commettre une infraction. L'intéressé est remis sans retard, en même temps que toutes armes ou tous autres objets saisis, au représentant compétent de la MINUSTAH le plus proche, après quoi les dispositions du paragraphe 51 s'appliqueront mutatis mutandis

46. Lorsqu'une personne est mise en état d'arrestation en vertu du paragraphe 44 ou de l'alinéa b) du paragraphe 45, la MINUSTAH ou le Gouvernement, selon le cas, peuvent procéder à un interrogatoire préliminaire mais ne doivent pas retarder la remise de l'intéressé. Après celle-ci, l'intéressé peut, sur demande, être mis à la disposition de l'autorité qui a procédé à l'arrestation, pour subir de nouveaux interrogatoires.

47. LA MINUSTAH et le Gouvernement se prêtent mutuellement assistance pour la conduite de toutes enquêtes nécessaires concernant les infractions contre les intérêts de l'une ou de l'autre, ou des deux, pour la production des témoins et pour la recherche et la production des preuves, y compris la saisie, et, s'il y a lieu, la remise de pièces et objets se rapportant à l'infraction. La remise des pièces et objets saisis peut toutefois être subordonnée à leur restitution dans les conditions déterminées par l'autorité qui procède à cette remise. Chacune des deux autorités notifie à l'autre la décision intervenue dans toute affaire dont l'issue peut intéresser cette autre autorité, ou qui a donné lieu à la remise de personnes arrêtées, conformément aux dispositions des paragraphes 44 à 46.

Sécurité

48. Le Gouvernement veillera à ce que les dispositions de la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé soient appliquées concernant la MINUSTAH, ses biens, ses avoirs et ses membres. Plus particulièrement :

i) Le Gouvernement prendra toutes mesures appropriées pour assurer la sécurité des membres de la MINUSTAH. Il prendra notamment toutes les dispositions voulues pour protéger les membres de la MINUSTAH, leur matériel et leurs locaux contre toute attaque ou action qui les empêcherait d'accomplir leur mission, et ce, sans préjudice du fait que ces locaux sont inviolables et soumis au contrôle et à l'autorité exclusifs des Nations Unies.

ii) Lorsque des membres de la MINUSTAH sont capturés ou arrêtés dans l'exercice de leurs fonctions, et que leur identité est établie, ils ne seront soumis à aucun interrogatoire, mais seront immédiatement libérés et remis aux Nations Unies ou à d'autres autorités compétentes. Jusqu'à leur libération, ces fonctionnaires seront traités conformément aux normes universellement reconnues des droits de l'homme, ainsi qu'aux principes et à l'esprit des Conventions de Genève de 1949.

iii) Le Gouvernement intègre les infractions pénales de droit interne passibles de peines proportionnelles à leur gravité, les actes ci-après:

- a) Le meurtre, l'enlèvement ou toute autre atteinte à la personne ou à la liberté de tout membre de la MINUSTAH;
- b) Une attaque violente contre les locaux officiels, le domicile privé ou les moyens de transport de tout membre de la MINUSTAH de nature à mettre en danger sa vie ou sa liberté;
- c) La menace de commettre une telle attaque dans le but de contraindre une personne physique ou morale à accomplir un acte quelconque ou à s'en abstenir;
- d) La tentative de commettre une telle attaque;
- e) Tout acte constituant une participation, ou une complicité à une telle attaque, ou à une tentative d'une telle attaque, ainsi que tout acte constituant l'organisation ou l'ordonnance d'une telle attaque.

iv) Le Gouvernement établira sa compétence à poursuivre les infractions visées ci-dessus à l'alinéa iii) du paragraphe 48:

- a) lorsque le crime est commis sur son territoire;
- b) lorsque l'auteur présumé est un ressortissant du pays

c) lorsque l'auteur présumé, autre qu'un membre de la MINUSTAH, est présent sur son territoire, à moins qu'il n'ait été extradé vers l'Etat sur le territoire duquel l'infraction a été commise, vers l'Etat dont il est ressortissant, vers l'Etat où il réside habituellement, s'il est apatride, ou vers l'Etat dont la victime est ressortissante.

v) Le Gouvernement veillera à ce que soient poursuivies sans exception et sans délai les personnes accusées d'actes visés ci-dessus, à l'alinéa iii) du paragraphe 48 et présentes sur son territoire (à moins que le Gouvernement ne les extradé), ainsi que les personnes relevant de sa compétence pénale qui sont accusées d'autres actes touchant la MINUSTAH ou ses membres, dès lors que ces mêmes actes, commis contre des forces du Gouvernement ou contre la population civile, auraient donné lieu à des poursuites pénales.

49. À la demande du Représentant spécial, le Gouvernement assure la sécurité voulue pour la protection de la MINUSTAH, de ses biens et de ses membres pendant l'exercice de leurs fonctions.

Juridiction

50. Tous les membres de la MINUSTAH, y compris le personnel recruté localement, jouissent de l'immunité de juridiction à raison de tous les actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions officielles (y compris leurs paroles et écrits). Cette immunité continuera d'avoir effet même lorsqu'ils ne seront plus membres de la MINUSTAH ou employés par elle et après que les autres dispositions du présent Accord auront expiré.

51. S'il estime qu'un membre de la MINUSTAH a commis une infraction pénale, le Gouvernement en informe le Représentant spécial dans les meilleurs délais et lui présente tous éléments de preuve en sa possession sous réserve des dispositions du paragraphe 26

a) Si l'accusé est membre de la composante civile ou membre civil de la composante militaire, le Représentant spécial procède à tout complément d'enquête nécessaire et le Gouvernement et lui-même décident d'un commun accord si des poursuites pénales doivent être intentées contre l'intéressé. Faute d'un tel accord, la question sera réglée comme prévu au paragraphe 57 du présent Accord;

b) Les membres militaires de la composante militaire de la MINUSTAH sont soumis à la juridiction exclusive de l'Etat participant dont ils sont ressortissants pour toute infraction pénale qu'ils pourraient commettre en Haïti.

52. Si une action civile est intentée contre un membre de la MINUSTAH devant un tribunal d'Haïti, notification en est faite immédiatement au Représentant spécial, qui fait savoir au tribunal si l'affaire a trait ou non aux fonctions officielles de l'intéressé

a) Si le Représentant spécial certifie que l'affaire a trait aux fonctions officielles de l'intéressé, il est mis fin à l'instance et les dispositions du paragraphe 55 du présent Accord trouvent application;

b) Si le Représentant spécial certifie que l'affaire n'a pas trait aux fonctions officielles de l'intéressé, l'instance suit son cours. Si le Représentant spécial certifie qu'un membre de la MINUSTAH n'est pas en mesure, par suite soit de ses fonctions officielles, soit d'une absence régulière, de défendre ses intérêts, le tribunal, sur la demande de l'intéressé, suspend la procédure jusqu'à la fin de l'indisponibilité, mais pour une période n'excédant pas quatre-vingt-dix jours. Les biens d'un membre de la MINUSTAH ne peuvent être saisis en exécu-

tion d'une décision de justice si le Représentant spécial certifie qu'ils sont nécessaires à l'intéressé pour l'exercice de ses fonctions officielles. La liberté individuelle d'un membre de la MINUSTAH ne peut faire l'objet d'aucune restriction à l'occasion d'une cause civile, que ce soit pour exécuter une décision de justice, pour obliger à faire une révélation sous la foi du serment ou pour toute autre raison.

Décès de membres

53. Le Représentant spécial a le droit de prendre les dispositions voulues en ce qui concerne la dépouille d'un membre de la MINUSTAH décédé en Haïti ainsi qu'en ce qui concerne les effets de celui-ci se trouvant en territoire haïtien conformément aux pratiques de l'Organisation des Nations Unies en la matière.

VII. LIMITATIONS DE LA RESPONSABILITÉ DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

54. Les demandes d'indemnisation présentées au titre de la responsabilité civile en cas de pertes ou dommages matériels ou de préjudice corporel, maladie ou décès liés à la MINUSTAH ou directement imputables à celle-ci (à l'exception des pertes, dommages ou préjudices imputables à des impératifs opérationnels) qui ne pourront être réglées conformément aux procédures internes de l'Organisation des Nations Unies le seront par celle-ci conformément aux dispositions de l'article 55 du présent Accord, à condition que les demandes soient présentées dans un délai de six mois à compter du moment où la perte, le dommage ou le préjudice corporel s'est produit ou, si le demandeur n'avait pas et ne pouvait raisonnablement avoir connaissance de la perte ou du préjudice, à compter du moment où il les a constatés, mais en aucun cas après l'expiration d'un délai d'un an à compter de la fin du mandat de la MINUSTAH. Une fois sa responsabilité établie, conformément aux dispositions du présent Accord, l'Organisation des Nations Unies versera une indemnisation, sous réserve des limitations financières approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 52/247 du 26 juin 1998.

VIII. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

55. Sauf disposition contraire du paragraphe 57, une commission permanente des réclamations créée à cet effet statue sur tout différend ou toute réclamation relevant du droit privé, qui ne se rapporte pas à des dommages imputables aux impératifs opérationnels de la MINUSTAH, auquel la MINUSTAH ou l'un de ses membres est partie et à l'égard duquel les tribunaux d'Haïti n'ont pas compétence en raison d'une disposition du présent Accord. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement nomment chacun un membre de la commission; le président est désigné d'un commun accord par le Secrétaire général et le Gouvernement. Faute pour les deux parties de s'entendre sur la nomination du président dans un délai de trente jours à compter de la nomination du premier membre de la commission, le Président de la Cour internationale de Justice peut, à la demande de l'une des parties, nommer le président. Toute vacance à la commission est pourvue selon la méthode prévue pour la nomination initiale, le délai de trente jours prescrit ci-dessus commençant à courir à la date de vacance de la présidence. La commission définit ses propres procédures, étant entendu que deux membres, quels qu'ils soient, constituent le quorum dans tous les cas (sauf pendant les trente jours qui suivent la survenance d'une

vacance) et que toutes les décisions nécessitent l'approbation de deux quelconque des membres. Les sentences de la commission ne sont pas susceptibles d'appel. Les sentences de la commission sont notifiées aux parties et, si elles sont rendues contre un membre de la MINUSTAH, le Représentant spécial ou le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies n'épargne aucun effort pour en assurer l'exécution.

56. Tout différend relatif aux conditions d'emploi et de travail du personnel recruté localement sera réglé suivant les procédures administratives que fixera le Représentant spécial.

57. Tout différend portant sur l'interprétation ou l'application du présent Accord entre la MINUSTAH et le Gouvernement sera soumis à un tribunal composé de trois arbitres, à moins que les parties n'en décident autrement. Les dispositions relatives à la constitution de la commission des réclamations ainsi qu'à ses procédures s'appliquent, mutatis mutandis à la constitution et aux procédures du tribunal. Les décisions du tribunal ne sont pas susceptibles d'appel et ont force obligatoire pour les deux parties.

58. Toute contestation entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement portant sur l'interprétation ou l'application des présentes dispositions et soulevant une question de principe concernant la Convention sera soumise à la procédure prévue à la section 30 de la Convention.

IX. AVENANTS

59. Le Représentant spécial et le Gouvernement peuvent conclure des avenants au présent Accord.

X. LIAISON

60. Le Représentant spécial ou le commandant de la Force et le Gouvernement prennent des mesures propres à assurer entre eux une liaison étroite à tous les niveaux voulus.

XI. DISPOSITIONS DIVERSES

61. Le Gouvernement sera responsable en dernier ressort de l'octroi et de la mise en oeuvre par les autorités locales compétentes des privilèges, immunités et droits conférés par le présent Accord à la MINUSTAH, ainsi que des facilités que l'Haïti s'engage à lui fournir à ce titre.

62. Le présent Accord entrera en vigueur à la date de sa signature par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ou en son nom et par le Gouvernement.

63. Le présent Accord restera en vigueur jusqu'au départ du dernier élément de la MINUSTAH, à l'exception:

a) Des dispositions des paragraphes 50, 57 et 58, qui resteront en vigueur.

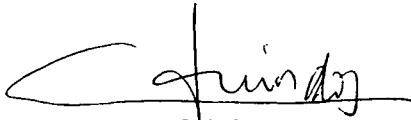
b) Des dispositions des paragraphes 54 et 55, qui resteront en vigueur jusqu'à ce qu'il ait été statué sur toutes les réclamations faites conformément aux dispositions du paragraphe 54.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, plénipotentiaire à ce dûment autorisé du Gouvernement et représentant officiel de l'Organisation des Nations Unies, ont au nom des parties signé le présent Accord.

Fait à Port au Prince, le 09 Juillet 2004

**Pour l'Organisation
des Nations Unies**

**Pour le Gouvernement
d'Haïti**



**Adama Gbondo
Responsable de la MINUSTAH**



**Gerard Latortue
Premier Ministre**

[TRANSLATION - TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE UNITED NATIONS AND THE
GOVERNMENT OF HAITI CONCERNING THE STATUS OF THE
UNITED NATIONS OPERATION IN HAITI

I. DEFINITIONS

1. For the purposes of the present Agreement, the following definitions shall apply:

(a) "MINUSTAH" means the United Nations Stabilization Mission in Haiti, established in accordance with Security Council resolution 1542 (2004) dated 30 April 2004 with the mandate described in the above-mentioned resolution based on the recommendations contained in the Secretary-General's report of 16 April 2004 (S/2004/300);

MINUSTAH shall consist of:

- (i) The "Special Representative" appointed by the Secretary-General of the United Nations with the consent of the Security Council. Any reference to the Special Representative in this Agreement shall, except in paragraph 26, include any member of MINUSTAH to whom he or she delegates a specified function or authority;
 - (ii) A "civilian component" consisting of United Nations officials and of other persons assigned by the Secretary-General to assist the Special Representative or made available by participating States to serve as part of MINUSTAH;
 - (iii) A "military component" consisting of military and civilian personnel made available to MINUSTAH by participating States at the request of the Secretary-General;
- (b) A "member of MINUSTAH" means the Special Representative of the Secretary-General and any member of the civilian or military components;
- (c) "The Government" means the Government of Haiti;
- (d) "The territory" means the territory of Haiti;
- (e) A "participating State" means a State providing personnel, services, equipment, provisions, supplies, materials and other goods to any of the above-mentioned components of MINUSTAH;
- (f) "The Convention" means the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations adopted by the General Assembly of the United Nations on 13 February 1946, to which the Republic of Haiti is a party;
- (g) "Contractors" means persons, other than members of MINUSTAH, engaged by the United Nations, including juridical as well as natural persons and their employees and subcontractors, to perform services and/or supply equipment, provisions, supplies, materials and other goods in support of MINUSTAH activities. Such contractors shall not be considered third-party beneficiaries to this Agreement;

(h) "Vehicles" means civilian and military vehicles in use by the United Nations and operated by members of MINUSTAH and contractors in support of MINUSTAH activities;

(i) "Vessels" means civilian and military vessels in use by the United Nations and operated by members of MINUSTAH, participating States and contractors in support of MINUSTAH activities;

(j) "Aircraft" means civilian and military aircraft in use by the United Nations and operated by members of MINUSTAH, participating States and contractors in support of MINUSTAH activities.

II. APPLICATION OF THE PRESENT AGREEMENT

2. Unless specifically provided otherwise, the provisions of the present Agreement and any obligation undertaken by the Government or any privilege, immunity, facility or concession granted to MINUSTAH or any member thereof or to contractors apply throughout the territory of Haiti.

III. APPLICATION OF THE CONVENTION

3. MINUSTAH, its property, funds and assets, and its members, including the Special Representative, shall enjoy the privileges and immunities specified in the present Agreement as well as those provided for in the Convention.

4. Article II of the Convention, which applies to MINUSTAH, shall also apply to the property, funds and assets of participating States used in connection with MINUSTAH.

IV. STATUS OF MINUSTAH

5. MINUSTAH and its members shall refrain from any action or activity incompatible with the impartial and international nature of their duties or inconsistent with the spirit of the present Agreement. They shall respect all local laws and regulations. The Special Representative shall take all appropriate measures to ensure the observance of those obligations.

6. Without prejudice to the mandate of MINUSTAH and its international status:

(a) The United Nations shall ensure that MINUSTAH shall conduct its operation in Haiti with full respect for the principles and rules of the international conventions applicable to the conduct of military personnel. These international conventions include the four Geneva Conventions of 12 August 1949 and their Additional Protocols of 8 June 1977 and the UNESCO Convention of 14 May 1954 for the Protection of Cultural Property in the Event of Armed Conflict;

(b) The Government undertakes to treat at all times the military personnel of MINUSTAH with full respect for the principles and rules of the international conventions applicable to the treatment of military personnel. These international conventions include the four Geneva Conventions of 12 August 1949 and their Additional Protocols of 8 June 1977.

MINUSTAH shall ensure that the members of its military personnel are fully acquainted with the principles and rules of the above-mentioned international instruments.

7. The Government undertakes to respect the exclusively international nature of MINUSTAH.

United Nations flag, markings and identification

8. The Government recognizes the right of MINUSTAH to display within Haiti the United Nations flag on its headquarters, camps or other premises, vehicles, vessels and otherwise as decided by the Special Representative. Other flags or pennants may be displayed only in exceptional cases. In these cases, MINUSTAH shall give sympathetic consideration to observations or requests of the Government.

9. Vehicles, vessels and aircraft of MINUSTAH shall carry a distinctive United Nations identification, which shall be notified to the Government.

Communications

10. MINUSTAH shall enjoy the facilities in respect of communications provided for in article III of the Convention and shall, in coordination with the Government, use such facilities as may be required for the performance of its tasks. Issues with respect to communications which may arise and which are not specifically provided for in the present Agreement shall be dealt with pursuant to the relevant provisions of the Convention.

11. Subject to the provisions of paragraph 10:

(a) MINUSTAH shall have the right to install and operate United Nations radio stations to disseminate information relating to its mandate. It shall also have the right to install and operate radio sending and receiving stations and satellite systems to connect appropriate points within the territory with each other and with United Nations offices in other countries, and to exchange telephone, voice, facsimile and other electronic data with the United Nations global telecommunications network. The United Nations radio stations and telecommunication services shall be operated in accordance with the International Telecommunication Convention and Radio Regulations and the frequencies on which any such station may be operated shall be assigned by the Government without delay;

(b) MINUSTAH shall enjoy, within the territory of Haiti, the right to unrestricted communication by radio (including satellite, mobile and hand-held radio), telephone, electronic mail, facsimile or any other means, and of establishing the necessary facilities for maintaining such communications within and between premises of MINUSTAH, including the laying of cables and landlines and the establishment of fixed and mobile radio sending, receiving and repeater stations. The radio frequencies utilized shall be established in cooperation with the Government and shall be assigned without delay. It is understood that connections with the local system of telephone, facsimile and other electronic data may be made only after consultation and in accordance with arrangements with the Government, and that the use of that system shall be charged at the most favourable rate;

(c) MINUSTAH may make arrangements through its own facilities for the processing and transport of private mail addressed to or emanating from members of MINUSTAH. The Government shall be informed of the nature of such arrangements and shall not interfere with or apply censorship to the mail of MINUSTAH or its members. In the event that postal arrangements applying to private mail of members of MINUSTAH are extended to

transfers of currency or the transport of packages and parcels, the conditions under which such operations are conducted shall be agreed with the Government.

Travel and transport

12. MINUSTAH and its members as well as its contractors shall enjoy, together with vehicles, including vehicles of contractors used exclusively in the performance of their services for MINUSTAH, vessels, aircraft and equipment, freedom of movement without delay throughout Haiti. That freedom shall, with respect to large movements of personnel, equipment, vehicles or aircraft through airports or on railways or roads used for general traffic within Haiti, be coordinated with the Government. The Government undertakes to supply MINUSTAH, where necessary, with maps and other information, including dangers and impediments, which may be useful in facilitating its movements.

13. MINUSTAH vehicles shall not be subject to Haitian registration or licensing but shall carry third-party insurance.

14. MINUSTAH and its members as well as contractors, together with their vehicles, including vehicles of contractors used exclusively in the performance of their services for MINUSTAH, vessels and aircraft, may use roads, bridges, canals and other inland waterways, port facilities, airfields and airspace without the payment of dues, of tolls, landing fees, hangar or overflight fees or port charges, including wharfage and pilotage charges. However, MINUSTAH will not claim exemption from charges which are in fact charges for services rendered, it being understood that such charges for services rendered shall be charged at the most favourable rates.

Privileges and immunities of MINUSTAH

15. MINUSTAH, as a subsidiary organ of the United Nations, enjoys the status, privileges and immunities of the United Nations in accordance with the Convention. The provisions of article II of the Convention which apply to MINUSTAH shall also apply to the property, funds and assets of participating States used in connection with the national contingents serving in MINUSTAH, as provided for in paragraph 4 of the present Agreement. The Government recognizes the right of MINUSTAH in particular:

(a) To import, free of duty or other restrictions, equipment, provisions, supplies, fuel and other goods which are for the exclusive and official use of MINUSTAH or for resale in the commissaries provided for hereinafter;

(b) To establish, maintain and operate commissaries at its headquarters, camps and posts for the benefit of members of MINUSTAH, but not of locally recruited personnel. Such commissaries may provide goods of a consumable nature and other articles to be specified in advance. The Special Representative shall take all necessary measures to prevent abuse of the commissaries and the sale or resale of such goods to persons other than members of MINUSTAH, and he or she shall give sympathetic consideration to observations or requests of the Government concerning the operation of the commissaries;

(c) To clear ex customs and excise warehouse, free of duty or other restrictions, equipment, provisions, supplies, fuel and other goods which are for the exclusive and official use of MINUSTAH or for resale in the commissaries provided for above;

(d) To re-export or otherwise dispose of such equipment, as far as it is still usable, and all unconsumed provisions, supplies, fuel and other goods so imported or cleared ex

customs and excise warehouse which are not transferred, or otherwise disposed of, on terms and conditions to be agreed upon, to the competent local authorities of Haiti or to an entity nominated by them.

To the end that such importation, clearances, transfer or exportation may be effected with the least possible delay, a mutually satisfactory procedure, including documentation shall be agreed between MINUSTAH and the Government.

V. FACILITIES FOR MINUSTAH AND ITS CONTRACTORS

Premises required for the operational and administrative activities of MINUSTAH

16. The Government shall provide without cost to MINUSTAH and in agreement with the Special Representative such areas for headquarters, camps or other premises as may be necessary for the conduct of the operational and administrative activities of MINUSTAH. Without prejudice, all such premises shall be inviolable and subject to the exclusive control and authority of the United Nations. The Government shall guarantee unimpeded access to such premises.

17. The Government undertakes to assist MINUSTAH as far as possible in obtaining, or to make available, where applicable, water, electricity and other necessary facilities free of charge, or, where this is not possible, at the most favourable rate, and in the case of interruption or threatened interruption of service, to give as far as is within its powers the same priority to the needs of MINUSTAH as to essential government services. Where such utilities or facilities are not provided free of charge, payment shall be made by MINUSTAH on terms to be agreed with the competent authority. MINUSTAH shall be responsible for the maintenance and upkeep of facilities so provided.

18. MINUSTAH shall have the right, where necessary, to generate, within its premises, electricity for its use and to transmit and distribute such electricity.

19. The United Nations alone may consent to the entry of any government officials or of any other persons who are not members of MINUSTAH to such premises.

Provisions, supplies and services, and sanitary arrangements

20. The Government agrees to grant expeditiously all necessary authorizations, permits and licences required for the importation and exportation of equipment, provisions, supplies, materials and other goods exclusively used in support of MINUSTAH, including in respect of importation or exportation by contractors, free of any restrictions and without the payment of duties, charges or taxes including value-added tax on purchases.

21. The Government undertakes to assist MINUSTAH as far as possible in obtaining from local sources equipment, provisions, supplies, fuel, materials and other goods and services for its subsistence and operations. In respect of equipment, provisions, supplies, materials and other goods and services purchased locally by MINUSTAH or by contractors for the official and exclusive use of MINUSTAH, the Government shall make appropriate administrative arrangements for reimbursement of or relieve from any duty or tax included in the purchase price. The Government shall exempt MINUSTAH and its contractors from general sales taxes on all local purchases for official use. In making purchases on the local

market, MINUSTAH shall, on the basis of observations made and information provided by the Government in that respect, avoid any adverse effect on the local economy.

22. For the proper performance of the services provided by contractors, other than Haitian nationals resident in Haiti, in support of MINUSTAH, the Government agrees to provide contractors with facilities concerning their entry into and departure from Haiti as well as their repatriation in time of crisis. For this purpose, the Government shall promptly issue to contractors, free of charge and without any restrictions, all necessary visas, licences or permits. Contractors, other than Haitian nationals resident in Haiti, shall be accorded exemption from taxes on the services provided to MINUSTAH, including corporate, income, social security and other similar taxes arising directly from the provision of such services.

23. MINUSTAH and the Government shall cooperate with respect to sanitary services and shall extend to each other the fullest cooperation in matters concerning health, particularly with respect to the control of communicable diseases, in accordance with international conventions.

Recruitment of local personnel

24. MINUSTAH may recruit locally such personnel as it requires. Upon the request of the Special Representative, the Government undertakes to facilitate the recruitment of qualified local staff by MINUSTAH and to accelerate the process of such recruitment.

Currency

25. The Government undertakes to make available to MINUSTAH, against reimbursement in mutually acceptable currency, local currency required for the use of MINUSTAH, including the pay of its members, at the rate of exchange most favourable to MINUSTAH.

VI. STATUS OF THE MEMBERS OF MINUSTAH

Privileges and immunities

26. The Special Representative, the Commander of the military component of MINUSTAH and such high-ranking members of the Special Representative's staff as may be agreed upon with the Government shall have the status specified in sections 19 and 27 of the Convention, provided that the privileges and immunities therein referred to shall be those accorded to diplomatic envoys by international law.

27. Officials of the United Nations assigned to the civilian component to serve with MINUSTAH, as well as United Nations Volunteers who shall be assimilated thereto, remain officials of the United Nations entitled to the privileges and immunities of articles V and VII of the Convention.

28. Civilian police and civilian personnel other than United Nations officials whose names are for that purpose notified to the Government by the Special Representative shall be considered to be experts on mission within the meaning of article VI of the Convention.

29. Military personnel of national contingents assigned to the military component of MINUSTAH shall have the privileges and immunities specifically provided for in the present Agreement.

30. Unless otherwise specified in the present Agreement, locally recruited personnel of MINUSTAH shall enjoy the immunities concerning official acts and exemption from taxation and national service obligations provided for in sections 18 (a), (b) and (c) of the Convention.

31. Members of MINUSTAH shall be exempt from taxation on the pay and emoluments received from the United Nations or from a participating State and on any income received from outside Haiti. They shall also be exempt from all other direct taxes, except municipal rates for services enjoyed, and from all registration fees and charges.

32. Members of MINUSTAH shall have the right to import free of duty their personal effects in connection with their arrival in and their departure from Haiti. They shall be subject to the laws and regulations governing customs and foreign exchange with respect to personal property not required by them by reason of their presence in Haiti with MINUSTAH. Special facilities will be granted by the Government for the speedy processing of entry and exit formalities for all members of MINUSTAH, including the military component, upon prior written notification. On departure from Haiti, members of MINUSTAH may, notwithstanding the above-mentioned exchange regulations, take with them such funds as the Special Representative certifies were received in pay and emoluments from the United Nations or from a participating State and are a reasonable residue thereof. Special arrangements shall be made for the implementation of the present provisions in the interests of the Government and the members of MINUSTAH.

33. The Special Representative shall cooperate with the Government and shall render all assistance within his or her power in ensuring the observance of the customs and fiscal laws and regulations of Haiti by the members of MINUSTAH, in accordance with the present Agreement.

Entry, residence and departure

34. The Special Representative and members of MINUSTAH shall, whenever so required by the Special Representative, have the right to enter, reside in and depart from Haiti.

35. The Government undertakes to facilitate the entry into and departure from Haiti of the Special Representative and members of MINUSTAH and shall be kept informed of such movement. For that purpose, the Special Representative and members of MINUSTAH shall be exempt from passport and visa regulations and immigration inspection and restrictions as well as payment of any fees or charges on entering into or departing from Haiti. They shall also be exempt from any regulations governing the residence of aliens in Haiti, including registration, but shall not be considered as acquiring any right to permanent residence or domicile in Haiti.

36. For the purpose of such entry or departure, members of MINUSTAH shall only be required to have: (a) an individual or collective movement order issued by or under the authority of the Special Representative or any appropriate authority of a participating State; and (b) a personal identity card issued in accordance with paragraph 37 of the present Agreement, except in the case of first entry, when the United Nations laissez-passer, national passport or personal identity card issued by the United Nations or appropriate authorities of a participating State shall be accepted in lieu of the aforementioned identity card.

Identification

37. The Special Representative shall issue to each member of MINUSTAH before or as soon as possible after such member's first entry into Haiti, as well as to all locally recruited personnel and contractors, a numbered identity card, showing the bearer's name and photograph. Except as provided for in paragraph 36 of the present Agreement, such identity card shall be the only document required of a member of MINUSTAH.

38. Members of MINUSTAH as well as locally recruited personnel and contractors shall be required to present, but not to surrender, their MINUSTAH identity cards upon demand of an appropriate official of the Government.

Uniforms and arms

39. United Nations military personnel and civilian police of MINUSTAH shall wear, while performing official duties, the uniform of their respective countries of origin with standard United Nations accoutrements. United Nations Security Officers and Field Service Officers may wear the United Nations uniform. The wearing of civilian dress by the above-mentioned members of MINUSTAH may be authorized by the Special Representative at other times. Military personnel and civilian police of MINUSTAH and United Nations Security Officers designated by the Special Representative may possess and carry arms while on official duty in accordance with their orders. Those carrying weapons while on official duty other than those undertaking close protection duties must be in uniform at that time.

Permits and licences

40. The Government agrees to accept as valid, without tax or fee, a permit or licence issued by the Special Representative for the operation by any member of MINUSTAH, including locally recruited personnel, of any MINUSTAH vehicles and for the practice of any profession or occupation in connection with the functioning of MINUSTAH, provided that no permit to drive a vehicle shall be issued to any person who is not already in possession of an appropriate and valid licence.

41. The Government agrees to accept as valid, and where necessary to validate, free of charge and without any restrictions, licences and certificates already issued by appropriate authorities in other States in respect of aircraft and vessels, including those operated by contractors exclusively for MINUSTAH. Without prejudice to the foregoing, the Government further agrees to grant expeditiously, free of charge and without any restrictions, necessary authorizations, licences and certificates, where required, for the acquisition, use, operation and maintenance of aircraft and vessels.

42. Without prejudice to the provisions of paragraph 39, the Government further agrees to accept as valid, without tax or fee, a permit or licence issued by the Special Representative to a member of MINUSTAH for the carrying or use of firearms or ammunition in connection with the functioning of MINUSTAH.

Military police, arrest and transfer of custody, and mutual assistance

43. The Special Representative shall take all appropriate measures to ensure the maintenance of discipline and good order among members of MINUSTAH, as well as locally recruited personnel. To this end personnel designated by the Special Representative shall police the premises of MINUSTAH and such areas where its members are deployed.

Elsewhere such personnel shall be employed only subject to arrangements with the Government and in liaison with it insofar as such employment is necessary to maintain discipline and order among members of MINUSTAH.

44. The military police of MINUSTAH shall have the power of arrest over the military members of MINUSTAH. Military personnel placed under arrest outside their own contingent areas shall be transferred to their contingent Commander for appropriate disciplinary action. The personnel mentioned in paragraph 43 above may take into custody any other person on the premises of MINUSTAH. Such other persons shall be delivered immediately to the nearest appropriate official of the Government so that the offence or disturbance on such premises may be dealt with.

45. Subject to the provisions of paragraphs 26 and 28, officials of the Government may take into custody any member of MINUSTAH:

(a) When so requested by the Special Representative; or

(b) When such member of MINUSTAH is apprehended in the commission or attempted commission of a criminal offence. Such person shall be delivered immediately, together with any weapons or other items seized, to the nearest appropriate representative of MINUSTAH, whereafter the provisions of paragraph 51 shall apply *mutatis mutandis*.

46. When a person is taken into custody under paragraph 44 or paragraph 45 (b), MINUSTAH or the Government, as the case may be, may conduct a preliminary interrogation but may not delay the transfer of custody. Following such transfer, the person concerned shall, upon request to the arresting authority, be made available for further interrogation.

47. MINUSTAH and the Government shall assist each other in carrying out all necessary investigations into offences in respect of which either or both have an interest, in the production of witnesses and in the collection and production of evidence, including the seizure, and if appropriate the handing over, of items connected with an offence. The handing over of any such items may be made subject to their return on the terms specified by the authority delivering them. Each shall notify the other of the disposition of any case in the outcome of which the other may have an interest or in which there has been a transfer of custody under the provisions of paragraphs 44 to 46.

Safety and Security

48. The Government shall ensure that the provisions of the Convention on the Safety of United Nations and Associated Personnel are applied to and in respect of MINUSTAH, its property, assets and members. In particular:

(i) The Government shall take all appropriate measures to ensure the safety and security of members of MINUSTAH. In particular, it shall take all appropriate steps to protect members of MINUSTAH, their equipment and premises from attack or any action that prevents them from discharging their mandate. This is without prejudice to the fact that all premises of MINUSTAH are inviolable and subject to the exclusive control and authority of the United Nations;

(ii) If members of MINUSTAH are captured or detained in the course of the performance of their duties and their identity has been established, they shall not be subjected to interrogation and they shall be promptly released and returned to United Nations or other

appropriate authorities. Pending their release, such personnel shall be treated in accordance with universally recognized standards of human rights and the principles and spirit of the Geneva Conventions of 1949;

(iii) The Government shall establish the following acts as crimes under its national law and make them punishable by appropriate penalties taking into account their grave nature:

- (a) A murder, kidnapping or other attack upon the person or liberty of any member of MINUSTAH;
- (b) A violent attack upon the official premises, the private accommodation or the means of transportation of any member of MINUSTAH likely to endanger his or her person or liberty;
- (c) A threat to commit any such attack with the objective of compelling a natural or juridical person to do or to refrain from doing any act;
- (d) An attempt to commit any such attack; and
- (e) An act constituting participation as an accomplice in any such attack, or in an attempt to commit such attack, or in organizing or ordering others to commit such attack;

(iv) The Government shall establish its jurisdiction over the crimes set out in paragraph 48 (iii) above:

- (a) When the crime was committed in its territory;
- (b) When the alleged offender is one of its nationals;
- (c) When the alleged offender, other than a member of MINUSTAH, is present in its territory, unless it has extradited such person to the State on whose territory the crime was committed, or to the State of his or her nationality, or to the State of his or her habitual residence if he or she is a stateless person, or to the State of the nationality of the victim;

(v) The Government shall ensure the prosecution without exception and without delay of persons accused of acts described in paragraph 48 (iii) above who are present within its territory (if the Government does not extradite them) as well as those persons subject to its criminal jurisdiction who are accused of other acts in relation to MINUSTAH or its members which, if committed in relation to the forces of the Government or against the local civilian population, would have rendered such acts liable to prosecution.

49. Upon the request of the Special Representative, the Government shall provide any security necessary to protect MINUSTAH, its property and members during the exercise of their functions.

Jurisdiction

50. All members of MINUSTAH including locally recruited personnel shall be immune from legal process in respect of words spoken or written and all acts performed by them in their official capacity. Such immunity shall continue even after they cease to be members of or employed by MINUSTAH and after the expiration of the other provisions of the present Agreement.

51. Should the Government consider that any member of MINUSTAH has committed a criminal offence, it shall promptly inform the Special Representative and present to him any evidence available to it. Subject to the provisions of paragraph 26:

(a) If the accused person is a member of the civilian component or a civilian member of the military component, the Special Representative shall conduct any necessary supplementary inquiry and then agree with the Government whether or not criminal proceedings should be instituted. Failing such agreement the question shall be resolved as provided for in paragraph 57 of the present Agreement;

(b) Military members of the military component of MINUSTAH shall be subject to the exclusive jurisdiction of their respective participating States in respect of any criminal offences which may be committed by them in Haiti.

52. If any civil proceeding is instituted against a member of MINUSTAH before any court of Haiti, the Special Representative shall be notified immediately, and he or she shall certify to the court whether or not the proceeding is related to the official duties of such member:

(a) If the Special Representative certifies that the proceeding is related to official duties, such proceeding shall be discontinued and the provisions of paragraph 55 of the present Agreement shall apply;

(b) If the Special Representative certifies that the proceeding is not related to official duties, the proceeding may continue. If the Special Representative certifies that a member of MINUSTAH is unable because of official duties or authorized absence to protect his or her interests in the proceeding, the court shall at the defendant's request suspend the proceeding until the elimination of the disability, but for no more than 90 days. Property of a member of MINUSTAH that is certified by the Special Representative to be needed by the defendant for the fulfilment of his or her official duties shall be free from seizure for the satisfaction of a judgement, decision or order. The personal liberty of a member of MINUSTAH shall not be restricted in a civil proceeding, whether to enforce a judgement, decision or order, to compel an oath or for any other reason.

Deceased members

53. The Special Representative shall have the right to take charge of and dispose of the body of a member of MINUSTAH who dies in Haiti, as well as that member's personal property located within Haiti, in accordance with United Nations procedures.

VII. LIMITATION OF LIABILITY OF THE UNITED NATIONS

54. Third-party claims for property loss or damage and for personal injury, illness or death arising from or directly attributed to MINUSTAH, except for those arising from operational necessity, which cannot be settled through the internal procedures of the United Nations, shall be settled by the United Nations in the manner provided for in paragraph 55 of the present Agreement, provided that the claim is submitted within six months following the occurrence of the loss, damage or injury, or, if the claimant did not know or could not have reasonably known of such loss or injury, within six months from the time he or she had discovered the loss or injury, but in any event not later than one year after the termination of the mandate of MINUSTAH. Upon determination of liability as provided for in the

present Agreement, the United Nations shall pay compensation within such financial limitations as are approved by the General Assembly in its resolution 52/247 of 26 June 1998.

VIII. SETTLEMENT OF DISPUTES

55. Except as provided in paragraph 57, any dispute or claim of a private-law character, not resulting from the operational necessity of MINUSTAH, to which MINUSTAH or any member thereof is a party and over which the courts of Haiti do not have jurisdiction because of any provision of the present Agreement shall be settled by a standing claims commission to be established for that purpose. One member of the commission shall be appointed by the Secretary-General of the United Nations, one member by the Government and a chairman jointly by the Secretary-General and the Government. If no agreement as to the chairman is reached by the two parties within 30 days of the appointment of the first member of the commission, the President of the International Court of Justice may, at the request of either party, appoint the chairman. Any vacancy on the commission shall be filled by the same method prescribed for the original appointment, provided that the 30-day period there prescribed shall start as soon as there is a vacancy in the chairmanship. The commission shall determine its own procedures, provided that any two members shall constitute a quorum for all purposes (except for a period of 30 days after the creation of a vacancy) and all decisions shall require the approval of any two members. The awards of the commission shall be final. The awards of the commission shall be notified to the parties and, if against a member of MINUSTAH, the Special Representative or the Secretary-General of the United Nations shall use his or her best endeavours to ensure compliance.

56. Disputes concerning the terms of employment and conditions of service of locally recruited personnel shall be settled by the administrative procedures to be established by the Special Representative.

57. Disputes between MINUSTAH and the Government concerning the interpretation or application of the present Agreement shall, unless otherwise agreed by the parties, be submitted to a tribunal of three arbitrators. The provisions relating to the establishment and procedures of the claims commission shall apply, *mutatis mutandis*, to the establishment and procedures of the tribunal. The decisions of the tribunal shall be final and binding on both parties.

58. All differences between the United Nations and the Government arising out of the interpretation or application of the present arrangements which involve a question of principle concerning the Convention shall be dealt with in accordance with the procedure set out in section 30 of the Convention.

IX. SUPPLEMENTAL ARRANGEMENTS

59. The Special Representative and the Government may conclude supplemental arrangements to the present Agreement.

X. LIAISON

60. The Special Representative/the Force Commander and the Government shall take appropriate measures to ensure close and reciprocal liaison at every appropriate level.

XI. MISCELLANEOUS PROVISIONS

61. Wherever the present Agreement refers to privileges, immunities and rights of MINUSTAH and to the facilities Haiti undertakes to provide to MINUSTAH, the Government shall have the ultimate responsibility for the implementation and fulfilment of such privileges, immunities, rights and facilities by the appropriate local authorities.

62. The present Agreement shall enter into force upon signature by or for the Secretary-General of the United Nations and the Government.

63. The present Agreement shall remain in force until the departure of the final element of MINUSTAH, except that:

(a) The provisions of paragraphs 50, 57 and 58 shall remain in force;

(b) The provisions of paragraphs 54 and 55 shall remain in force until all claims made in accordance with the provisions of paragraph 54 have been settled.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorized plenipotentiary of the Government and duly appointed representative of the United Nations, have on behalf of the Parties signed the present Agreement.

DONE at Port-au-Prince on 9 July 2004.

For the United Nations:

ADAMA GUINDO
MINUSTAH

For the Government of Haiti:

GERARD LATORTUE
Prime Minister

ANNEX A

*Ratifications, accessions, subsequent agreements, etc.,
concerning treaties and international agreements
registered in July 2004
with the Secretariat of the United Nations*

ANNEXE A

*Ratifications, adhésions, accords ultérieurs, etc.,
concernant des traités et accords internationaux
enregistrés en juillet 2004
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*

No. 1629. United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and France

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC REGARDING RIGHTS OF FISHERY IN AREAS OF THE ECREHOS AND MINQUIERS. LONDON, 30 JANUARY 1951¹

Termination provided by:

40408. Agreement between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the French Republic concerning fishing in the Bay of Granville (WITH ANNEXES, EXCHANGES OF NOTES AND DECLARATION). ST. HELIER, 4 JULY 2000²

Entry into force: 1 January 2004

Registration with the Secretariat of the United Nations: United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, 6 July 2004

Information provided by the Secretariat of the United Nations: 6 July 2004

No. 1629. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et France

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD CONCERNANT LES DROITS DE PÊCHE DANS LES PARAGES DES ECRÉHOUS ET DES MINQUIERS. LONDRES, 30 JANVIER 1951¹

Abrogation stipulée par :

40408. Accord relatif à la pêche dans la baie de Granville entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la République française (AVEC ANNEXES, ÉCHANGES DE NOTES ET DÉCLARATION). SAINT-HÉLIER, 4 JUILLET 2000²

Entrée en vigueur : 1er janvier 2004

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, 6 juillet 2004

Information fournie par le Secrétariat des Nations Unies : 6 juillet 2004

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 121, No. I-1629 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 121, no I-1629.

2. *Ibid.*, Vol. 2269, No. I-40408 — *Ibid.*, Vol. 2269, no I-40408.

**No. 4779. Netherlands and Union
of Soviet Socialist Republics**

AGREEMENT CONCERNING AIR SERVICES. THE HAGUE, 17 JUNE 1958¹

PROTOCOL TO AMEND THE AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS CONCERNING AIR SERVICES, SIGNED AT THE HAGUE ON JUNE 17, 1958. MOSCOW, 16 MARCH 1990

Entry into force : 31 May 1990, in accordance with article II

Authentic texts : Dutch, English and Russian

Registration with the Secretariat of the United Nations : Netherlands, 1 July 2004

**No. 4779. Pays-Bas et Union des
Républiques socialistes
soviétiques**

ACCORD RELATIF AUX SERVICES AÉRIENS. LA HAYE, 17 JUIN 1958¹

PROTOCOLE MODIFIANT L'ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DES PAYS-BAS ET LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES RELATIF AUX SERVICES AÉRIENS, SIGNÉ À LA HAYE LE 17 JUIN 1958. MOSCOU, 16 MARS 1990

Entrée en vigueur : 31 mai 1990, conformément à l'article II

Textes authentiques : néerlandais, anglais et russe

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : Pays-Bas, 1er juillet 2004

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 335, No. 1-4779 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 335, no 1-4779.

[DUTCH TEXT — TEXTE NÉERLANDAIS]

Protocol tot wijziging van de Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Unie van Socialistische Sovjetrepublieken betreffende luchtdiensten, ondertekend te 's-Gravenhage op 17 juni 1958

De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Unie van Socialistische Sovjetrepublieken, geleid door de wens artikel II van de Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Unie van Socialistische Sovjetrepublieken betreffende luchtdiensten van 17 juni 1958 te wijzigen,

Zijn overeengekomen als volgt:

Artikel I

Artikel II van de Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Unie van Socialistische Sovjetrepublieken betreffende luchtdiensten van 1958 is als volgt gewijzigd:

„Artikel II

1. Wijzigingen op of veranderingen in deze Overeenkomst overeengekomen door de Overeenkomstsluitende Partijen treden in werking op een in een diplomatieke notawisseling te bepalen datum en zijn afhankelijk van de voltooiing van de nationaal vereiste wettelijke procedures.

2. Wijzigingen op of veranderingen in Bijlage I bij de Overeenkomst, alsook de verdere mogelijke verhoging van frequenties, dan wel de voorwaarden voor de exploitatie van de diensten, kunnen tot stand komen middels rechtstreekse overeenstemming tussen de bevoegde luchtvaartautoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen.”

Artikel II

Dit Protocol treedt in werking op de in een diplomatieke notawisseling te bepalen datum en is afhankelijk van de voltooiing van de nationaal vereiste wettelijke procedures.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd, dit Protocol hebben ondertekend.

GEDAAN in tweevoud te Moskou op 16 maart 1990 in de Nederlandse, de Russische en de Engelse taal, zijnde de drie teksten gelijkelijk gezaghebbend.

Voor de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden

P. BUWALDA

Voor de Regering van de Unie van Socialistische Sovjetrepublieken

A. F. AKSYONOV

[ENGLISH TEXT — TEXTE ANGLAIS]

The Government of the Kingdom of the Netherlands and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, desiring to amend Article 11 of the Agreement between the Government of the Kingdom of the Netherlands and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics concerning air services of June 17, 1958,

Have agreed as follows:

Article I

Article 11 of the Agreement between the Government of the Kingdom of the Netherlands and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics concerning air services of 1958 is amended as follows:

"Article 11

1. Any amendment or modification of this Agreement agreed by the Contracting Parties, shall come into effect on a date to be determined in a exchange of diplomatic notes and be dependent upon the completion of nationally required legal procedures.

2. Any amendment or modification of the Annex I of the Agreement as well as the further possible increase of frequencies and the conditions of the operation of the services, may be made by direct agreement between the competent aeronautical authorities of the Contracting Parties."

Article II

This Protocol shall enter into force on the date to be determined in an exchange of diplomatic notes and be dependent upon the completion of nationally required legal procedures.

In Witness Whereof the undersigned, being duly authorized thereto, have signed the present Protocol.

Done in duplicate at Moscow this 16 March 1990 in the Netherlands, Russian and English languages, the three texts being equally authoritative.

For the Government of the Kingdom of the Netherlands :

P. BUWALDA

For the Government of the Union of Soviet Socialist Republics :

A. F. AKSYONOV

П Р О Т О К О Л

об изменении Соглашения между Правительством
Королевства Нидерландов и Правительством Союза
Советских Социалистических Республик о
воздушном сообщении, подписанного в Гааге
17 июня 1958 года

Правительство Королевства Нидерландов и Правительство Союза Советских Социалистических Республик, желая внести изменения в Статью II Соглашения о воздушном сообщении между Правительством Королевства Нидерландов и Правительством Союза Советских Социалистических Республик от 17 июня 1958 года, согласились о нижеследующем:

Статья I

Статья II Соглашения о воздушном сообщении между Правительством Королевства Нидерландов и Правительством Союза Советских Социалистических Республик изменяется следующим образом:

"Статья II

1) Любое дополнение или изменение настоящего Соглашения, согласованное между Договаривающимися Сторонами, вступает в силу с даты, определяемой путем обмена дипломатическими нотами, извещающими о выполнении необходимых процедур национального законодательства.

2) Любое дополнение или изменение Приложения I к Соглашению, в том числе касающееся последующего возможного увеличения частоты полетов и условий эксплуатации маршрутов, может быть совершено путем достижения прямого соглашения между компетентными ведомствами гражданской авиации Договаривающихся Сторон."

Статья II

Настоящий Протокол вступает в силу с даты, определяемой путем обмена дипломатическими нотами, извещающими о выполнении необходимых процедур национального законодательства.

В подтверждение вышеизложенного нижеподписавшиеся, уполномоченные должным образом, подписали настоящий Протокол.

Совершено в Москве "16" марта 1990 года в двух подлинных экземплярах, каждый на голландском, русском и английском языках, причем все три текста имеют одинаковую силу.

За Правительство
Королевства Нидерландов

За Правительство
Союза Советских Социалистических
Республик

[TRANSLATION - TRADUCTION]

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques,

Désireux de modifier l'article 11 de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques relatif aux services aériens, signé le 17 juin 1958,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

L'article 11 de l'Accord de 1958 entre le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques relatif aux services aériens est modifié comme suit :

" Article 11

1. Toute modification ou tout amendement du présent Accord convenu par les Parties contractantes prendra effet à une date qui sera déterminée au moyen d'un échange de notes diplomatiques et sera fonction de l'achèvement des procédures interne prévues par les législations nationales respectives des Parties.

2. Les autorités aéronautiques compétentes des Parties contractantes pourront convenir directement entre elles de tout amendement ou de toute modification de l'annexe I au présent Accord et des conditions d'exploitation des services, ainsi que de toute éventuelle autre augmentation des fréquences. "

Article 11

Le présent Protocole entrera en vigueur à une date qui sera déterminée par un échange de notes diplomatiques et sera fonction de l'achèvement des procédures internes prévues par les législations nationales respectives des Parties.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorités à cet effet, ont signé le présent Accord.

Fait en double exemplaire à Moscou, le 16 mars 1990, en langues néerlandaise, russe et anglaise, les trois textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas :

P. BUWALDA

Pour le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques :

A. F. AKSYONOV

No. 5158. Multilateral

CONVENTION RELATING TO THE
STATUS OF STATELESS PERSONS.
NEW YORK, 28 SEPTEMBER 1954¹

ACCESSION (WITH DECLARATIONS)

Czech Republic

*Deposit of instrument with the Secretary-
General of the United Nations: 19 July
2004*

Date of effect: 17 October 2004

*Registration with the Secretariat of the
United Nations: ex officio, 19 July
2004*

declarations:

No. 5158. Multilatéral

CONVENTION RELATIVE AU STAT-
UT DES APATRIDES. NEW YORK, 28
SEPTEMBRE 1954¹

ADHÉSION (AVEC DÉCLARATIONS)

République tchèque

*Dépôt de l'instrument auprès du
Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies : 19 juillet 2004*

Date de prise d'effet : 17 octobre 2004

*Enregistrement auprès du Secrétariat
des Nations Unies : d'office, 19 juillet
2004*

déclarations :

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 360, No. I-5158 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 360, no I-5158.

[CZECH TEXT — TEXTE TCHÈQUE]

Prozkoumavše tuto Úmluvu a vědouce, že Parlament České republiky s ní souhlasí, přistupujeme k ní podle ustanovení článku 35 odst. 4 Úmluvy.

Přistupující k Úmluvě prohlašujeme následující:

1. Průkaz totožnosti podle článku 27 Úmluvy bude vydáván pouze osobám bez státní příslušnosti, jimž byl povolen trvalý pobyt na území České republiky v souladu s jejími vnitrostátními právními předpisy.
2. Článek 23 Úmluvy bude aplikován v rozsahu, v jakém to umožňují vnitrostátní právní předpisy České republiky.
3. Článek 24 odstavec 1 (b) bude aplikován v rozsahu, v jakém to umožňují vnitrostátní právní předpisy České republiky.
4. Cestovní doklad podle článku 28 Úmluvy bude vydáván osobám bez státní příslušnosti, jimž byl povolen trvalý pobyt na území České republiky v souladu s jejími vnitrostátními právními předpisy. Těmto osobám bude vydáván „cizinecký pas“, ve kterém bude uvedeno, že držitel je osobou bez státní příslušnosti ve smyslu Úmluvy z 28. září 1954.

[TRANSLATION - TRADUCTION]¹

" Having examined this Convention and knowing that the Parliament of the Czech Republic has given its consent thereto, we hereby accede to it in accordance with Article 35, paragraph 4, of the Convention.

Acceding to the Convention we declare the following:

1. Pursuant to Article 27 of the Convention, identity papers shall be issued only to stateless persons having permanent residence permits in the territory of the Czech Republic in accordance with the country's national legislation.
2. Article 23 of the Convention shall be applied to the extent provided by the national legislation of the Czech Republic.
3. Article 24, paragraph 1(b) shall be applied to the extent provided by the national legislation of the Czech Republic.
4. Pursuant to Article 28 of the Convention, travel documents shall be issued to stateless persons having permanent residence permits in the territory of the Czech Republic in accordance with the country's national legislation. Such persons shall be issued "aliens' passports" stating that their holders are stateless persons under the Convention of 28th September 1954."

1. Translation supplied by the Government of the Czech Republic - Traduction fournie par le Gouvernement de la République tchèque.

[TRANSLATION - TRADUCTION]

Ayant examiné la présente Convention et sachant que le Parlement de la République tchèque y a donné son consentement, nous y adhérons conformément au paragraphe 4 de l'article 35 de la Convention.

À cette fin, nous déclarons ce qui suit :

1. En application de l'article 27 de la Convention, des pièces d'identité ne seront délivrées qu'aux apatrides titulaires d'un permis de résidence permanente sur le territoire de la République tchèque conformément à la législation nationale.

2. L'article 23 de la Convention sera applicable dans la mesure prévue par la législation nationale de la République tchèque.

3. L'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 24 sera applicable dans la mesure prévue par la législation nationale de la République tchèque.

4. En application de l'article 28 de la Convention, des titres de voyage seront délivrés aux apatrides titulaires d'un permis de résidence permanente sur le territoire de la République tchèque conformément à la législation nationale. Il leur sera délivré des " passeports pour étrangers " indiquant que les titulaires sont des apatrides en vertu de la Convention du 28 septembre 1954.

No. 5425. Multilateral

CONVENTION ON THE ESTABLISHMENT OF "EUROFIMA", EUROPEAN COMPANY FOR THE FINANCING OF RAILWAY EQUIPMENT. BERNE, 20 OCTOBER 1955¹

MODIFICATIONS OF THE STATUTE OF THE CONVENTION ON THE ESTABLISHMENT OF "EUROFIMA", EUROPEAN COMPANY FOR THE FINANCING OF RAILWAY EQUIPMENT. VIENNA, 18 JUNE 2004

Entry into force : 18 June 2004, in accordance with article 2 (d) of the Convention

Authentic texts : French and German

Registration with the Secretariat of the United Nations : Switzerland, 13 July 2004

No. 5425. Multilatéral

CONVENTION RELATIVE À LA CONSTITUTION D'"EUROFIMA", SOCIÉTÉ EUROPÉENNE POUR LE FINANCEMENT DE MATÉRIEL FERROVIAIRE. BERNE, 20 OCTOBRE 1955¹

MODIFICATIONS DES STATUTS DE LA CONVENTION RELATIVE À LA CONSTITUTION D'"EUROFIMA", SOCIÉTÉ EUROPÉENNE POUR LE FINANCEMENT DE MATÉRIEL FERROVIAIRE. VIENNE, 18 JUIN 2004

Entrée en vigueur : 18 juin 2004, conformément au paragraphe d de l'article 2 de la Convention

Textes authentiques : français et allemand

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : Suisse, 13 juillet 2004

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 378, No. I-5425 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 378, no. I-5425

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 5

Le capital social de la société s'élève à 2'600'000'000 de francs suisses. Il est divisé en 260'000 actions d'une valeur nominale de 10'000 francs suisses.

Après la septième au de capital (1997) et après cession d'actions (2004), la répartition des actions s'établit comme suit:

62'660	Deutsche Bahn AG
62'660	Société Nationale des Chemins de fer français
35'100	Ferrovie delto Stato S.p.A.
25'480	Société Nationale des Chemins de fer belges
15'080	Chemins de fer néerlandais SA
13'572	Réseau National des Chemins de fer espagnols
13'000	Chemins de fer fédéraux CFF
5'980	Communauté des Chemins de fer yougoslaves
5'200	Chemins de fer de l'Etat de Suède
5'200	Société Nationale des Chemins de fer Luxembourgeois
5'200	Chemins de fer fédéraux autrichiens
2'600	Chemins de fer portugais
2'600	Chemins de fer tchèques SA
1'300	Chemins de fer de l'Etat hongrois SA
1'300	Société Ferroviaire SA
520	Chemins de fer helléniques
520	Chemins de fer croates
520	Holding des Chemins de fer slovènes S.a.r.l.
520	Chemins de fer de Bosnie et Herzégovine
520	Société Commerciale BDZ SA
260	Chemins de fer de l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine

104	Exploitation des Chemins de fer d'Etat de la République Turque
52	Chemins de fer de l'Etat danois
52	Chemins de fer de l'Etat norvégien

[GERMAN TEXT — TEXTE ALLEMAND]

Grundkapital

Artikel 5*)

Das Grundkapital der Gesellschaft beträgt 2 600'000'000 Schweizer Franken. Es ist eingeteilt in 260'000 Aktien mit einem Nennwert von 10'000 Schweizer Franken.

Die Aktien sind nach Vornahme der siebten Kapitalerhöhung (1997) und nach Abtretung von Aktien (2004) wie folgt verteilt:

62'660	Deutsche Bahn AG
62'660	Nationalgesellschaft der Französischen Eisenbahnen
35'100	Ferrovie dello Stato S.p.A
25'480	Nationalgesellschaft der Belgischen Eisenbahnen
15'080	Niederländische Eisenbahnen AG
13'572	Nationalverwaltung der Spanischen Eisenbahnen
13'000	Schweizerische Bundesbahnen SBB
5'980	Gemeinschaft der Jugoslawischen Eisenbahnen
5'200	Schwedische Staatsbahnen
5'200	Nationalgesellschaft der Luxemburgischen Eisenbahnen
5'200	Österreichische Bundesbahnen
2'600	Portugiesische Eisenbahnen
2'600	Tschechische Bahnen AG
1'300	Ungarische Staatseisenbahnen AG
1'300	Eisenbahngesellschaft AG
520	Hellenische Eisenbahnen
520	Kroatische Eisenbahnen
520	Holding Slowenische Bahnen GmbH
520	Eisenbahn von Bosnien-Herzegowina
520	Bulgarische Staatsbahnen AG
260	Bahnen der ehem. Jugoslawischen Republik Mazedonien
104	Staatseisenbahnen der Türkischen Republik
52	Dänische Staatsbahnen
52	Norwegische Staatsbahnen

*) Änderung des Artikels 5 der Statuten, beschlossen durch die ausserordentliche Generalversammlung vom 18. Juni 2004.

[TRANSLATION - TRADUCTION]

REGISTERED CAPITAL

ARTICLE 5

The authorized capital of the Company shall be 2,600 million Swiss francs, divided into 260,000 shares of a nominal value of 10,000 Swiss francs.

Following the seventh increase in capital (1997) and following the transfer of shares (2004), the shares shall be allotted as follows:

62,660	German Railways
62,660	French National Railways
35,100	Italian State Railways
25,480	Belgian National Railways
15,080	Netherlands Railways
13,572	Spanish National Railways
13,000	Swiss Federal Railways
5,980	Yugoslav Railways
5,200	Swedish State Railways
5,200	Luxembourg National Railways
5,200	Austrian Federal Railways
2,600	Portuguese Railways
2,600	Czech Railways
1,300	Hungarian State Railways
1,300	Slovak Railways Corporation
520	Greek Railways
520	Croatian Railways
520	Slovenian Railways Holding Company
520	Railways of Bosnia and Herzegovina
520	Bulgarian State Railways
260	Railways of the former Yugoslav Republic of Macedonia
104	Turkish State Railways
52	Danish State Railways
52	Norwegian State Railways

**No. 9223. Czechoslovakia and
Netherlands**

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE CZECHOSLOVAK SOCIALIST REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS CONCERNING INTERNATIONAL ROAD TRANSPORT. PRAGUE, 15 NOVEMBER 1967¹

Termination in the relations between the Netherlands and the Slovak Republic provided by:

40458. Agreement between the Government of the Kingdom of the Netherlands and the Government of the Slovak Republic on international road transport. BRATISLAVA, 16 MARCH 1999²

Entry into force: 1 December 1999
Registration with the Secretariat of the United Nations: Netherlands, 27 July 2004

Information provided by the Secretariat of the United Nations: 27 July 2004

**No. 9223. Tchécoslovaquie et
Pays-Bas**

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE TCHÉCOSLOVAQUE ET LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DES PAYS-BAS SUR LES TRANSPORTS ROUTIERS INTERNATIONAUX. PRAGUE, 15 NOVEMBRE 1967¹

Abrogation dans les rapports entre les Pays-Bas et la République slovaque stipulée par :

40458. Accord entre le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République slovaque relatif au transport routier international. BRATISLAVA, 16 MARS 1999²

Entrée en vigueur : 1er décembre 1999
Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : Pays-Bas, 27 juillet 2004

Information fournie par le Secrétariat des Nations Unies : 27 juillet 2004

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 645, No. 1-9223 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 645, no 1-9223.

2. See p. 205 of this volume — Voir p. 205 du présent volume.

No. 9272. United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and France

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC CONCERNING THE STATUS OF PREVIOUS FISHERIES AGREEMENTS IN RELATION TO THE FISHERIES CONVENTION OPENED FOR SIGNATURE IN LONDON FROM MARCH 9 TO APRIL 10 1964. LONDON, 10 APRIL 1964¹

Termination provided by:

40408. Agreement between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the French Republic concerning fishing in the Bay of Granville (WITH ANNEXES, EXCHANGES OF NOTES AND DECLARATION). ST. HÉLIER, 4 JULY 2000²

Entry into force: 1 January 2004
Registration with the Secretariat of the United Nations: United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, 6 July 2004

Information provided by the Secretariat of the United Nations: 6 July 2004

No. 9272. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et France

ÉCHANGE DE NOTES CONSTITUANT UN ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉCISANT, PAR RAPPORT À LA CONVENTION SUR LA PÊCHE OUVERTE À LA SIGNATURE À LONDRES DU 9 MARS AU 10 AVRIL 1964, LE STATUT DE CERTAINS ACCORDS ANTÉRIEURS RELATIFS À LA PÊCHE. LONDRES, 10 AVRIL 1964¹

Abrogation stipulée par :

40408. Accord relatif à la pêche dans la baie de Granville entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la République française (AVEC ANNEXES, ÉCHANGES DE NOTES ET DÉCLARATION). SAINT-HÉLIER, 4 JUILLET 2000²

Entrée en vigueur : 1er janvier 2004
Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, 6 juillet 2004

Information fournie par le Secrétariat des Nations Unies : 6 juillet 2004

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 648, No. I-9272 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 648, no I-9272.
2. *Ibid.*, Vol. 2269, No. I-40408 — *Ibid.*, Vol. 2269, no I-40408.

No. 9370. United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

DECLARATION RECOGNIZING AS COMPULSORY THE JURISDICTION OF THE INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE, IN CONFIRMITY WITH ARTICLE 36, PARAGRAPH 2, OF THE STATUTE OF THE INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE¹

NOTIFICATION AMENDING THE DECLARATION MADE UNDER ARTICLE 36 (2)

United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Notification deposited with the Secretary-General of the United Nations: 5 July 2004

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 5 July 2004

No. 9370. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

DÉCLARATION RECONNAISSANT COMME OBLIGATOIRE LA JURISDICTION DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE, CONFORMÉMENT AU PARAGRAPHE 2 DE L'ARTICLE 36 DU STATUT DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE¹

NOTIFICATION D'AMENDEMENT À LA DÉCLARATION FORMULÉE EN VERTU DU PARAGRAPHE 2 DE L'ARTICLE 36

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Dépôt de la notification auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 5 juillet 2004

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 5 juillet 2004

[ENGLISH TEXT — TEXTE ANGLAIS]

"1. The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland accept as compulsory ipso facto and without special convention, on condition of reciprocity, the jurisdiction of the International Court of Justice, in conformity with paragraph 2 of Article 36 of the Statute of the Court, until such time as notice may be given to terminate the acceptance, over all disputes arising after 1 January 1974, with regard to situations or facts subsequent to the same date, other than:

(i) any dispute which the United Kingdom has agreed with the other Party or Parties thereto to settle by some other method of peaceful settlement;

(ii) any dispute with the government of any other country which is or has been a Member of the Commonwealth;

(iii) any dispute in respect of which any other Party to the dispute has accepted the compulsory jurisdiction of the International Court of Justice only in relation to or for the purpose of the dispute; or where the acceptance of the Court's compulsory jurisdiction on behalf of any other Party to the dispute was deposited or ratified less than twelve months prior to the filing of the application bringing the dispute before the Court.

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 654, No. 1-9370 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 654, no 1-9370.

2. The Government of the United Kingdom also reserve the right at any time, by means of a notification addressed to the Secretary General of the United Nations, and with effect as from the moment of such notification, either to add to, amend or withdraw any of the foregoing reservations, or any that may hereafter be added."

[TRANSLATION - TRADUCTION]

1. Le Gouvernement du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord reconnaît comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour internationale de Justice, conformément au paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour et jusqu'à ce qu'il soit donné notification de l'abrogation de cette acceptation, en ce qui concerne tous les différends nés après le 1er janvier 1974 qui ont trait à des situations ou à des faits postérieurs à ladite date, autres que :

i) Tout différend que le Royaume Uni et l'autre ou les autres parties seraient convenus de régler selon un autre mode de règlement pacifique;

ii) Tout différend avec le gouvernement d'un autre pays membre qui est ou qui a été membre du Commonwealth;

iii) Tout différend à l'égard desquels toute autre partie en cause a accepté la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice uniquement en ce qui concerne lesdits différends ou aux fins de ceux ci, ou lorsque l'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice uniquement en ce qui concerne lesdits différends ou aux fins de ceux ci, ou lorsque l'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour au nom d'une autre partie au différend a été déposée ou ratifiée moins de douze mois avant la date du dépôt de la requête par laquelle la Cour est saisie du différend.

2. Le Gouvernement du Royaume Uni se réserve également de compléter, modifier ou retirer à tout moment, par voie de notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, les réserves formulées ci dessus ou toutes autres réserves qu'il pourrait formuler par la suite, lesdites réserves complémentaires, lesdites modifications ou lesdits retraits prenant effet à compter de la date de ladite notification.

No. 11806. Multilateral

CONVENTION ON THE MEANS OF PROHIBITING AND PREVENTING THE ILLICIT IMPORT, EXPORT AND TRANSFER OF OWNERSHIP OF CULTURAL PROPERTY. PARIS, 14 NOVEMBER 1970¹

RATIFICATION

Seychelles

Deposit of instrument with the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization: 28 May 2004

Date of effect: 28 August 2004

Registration with the Secretariat of the United Nations: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, 8 July 2004

WITHDRAWAL OF DECLARATION

Denmark (in respect of: Greenland)

Notification effected with the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization: 27 May 2004

Registration with the Secretariat of the United Nations: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, 14 July 2004

No. 11806. Multilatéral

CONVENTION CONCERNANT LES MESURES À PRENDRE POUR INTERDIRE ET EMPÊCHER L'IMPORTATION, L'EXPORTATION ET LE TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ ILLICITES DES BIENS CULTURELS. PARIS, 14 NOVEMBRE 1970¹

RATIFICATION

Seychelles

Dépôt de l'instrument auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture : 28 mai 2004

Date de prise d'effet : 28 août 2004

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, 8 juillet 2004

RETRAIT DE DÉCLARATION

Danemark (à l'égard de : Groenland)

Notification effectuée auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture : 27 mai 2004

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, 14 juillet 2004

[ENGLISH TEXT — TEXTE ANGLAIS]

"... the Greenland Home Rule authorities have expressed the wish that Greenland be covered by the said convention. Denmark therefore withdraws its declaration made upon ratification of the Convention to the effect that until further notice the Convention should not apply to Greenland."

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 823, No. I-11806 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 823, no I-11806.

[TRANSLATION - TRADUCTION]

"...les autorités du gouvernement autonome du Groenland ont exprimé le désir que le Groenland soit couvert par la Convention. En conséquence, le Danemark retire la déclaration qu'il avait faite lors de sa ratification de la Convention, aux termes de laquelle la Convention ne s'appliquait pas au Groenland."

No. 14537. Multilateral

CONVENTION ON INTERNATIONAL
TRADE IN ENDANGERED SPECIES
OF WILD FAUNA AND FLORA.
WASHINGTON, 3 MARCH 1973¹

RESERVATION UNDER ARTICLE XVI (2) TO
APPENDIX III

Slovakia

*Notification effected with the
Government of Switzerland: 26 May
2004*

*Registration with the Secretariat of the
United Nations: Switzerland, 8 July
2004*

No. 14537. Multilatéral

CONVENTION SUR LE COMMERCE
INTERNATIONAL DES ESPÈCES DE
FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES
MENACÉES D'EXTINCTION. WASH-
INGTON, 3 MARS 1973¹

RÉSERVE EN VERTU DE L'ARTICLE XVI,
PARAGRAPHE 2, À L'ANNEXE III

Slovaquie

*Notification effectuée auprès du
Gouvernement suisse : 26 mai 2004*

*Enregistrement auprès du Secrétariat
des Nations Unies : Suisse, 8 juillet
2004*

[ENGLISH TEXT — TEXTE ANGLAIS]

On 26 May 2004, the Slovak Republic entered, pursuant to Article XVI, paragraph 2, of the CITES, a reservation with respect to the following listing in Appendix III of the Convention:

Fauna
Mammalia
Carnivora
Canidae *Vulpes vulpes griffithi*
Vulpes vulpes montana
Vulpes vulpes pusilla
Mustelidae *Mustela altaica*
Mustela erminea ferghanae
Mustela kathlah
Mustela sibirica

1. United Nations, *Treaty Series*. Vol. 993, No. 1-14537 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 993, no 1-14537.

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

Le 26 mai 2004, la République slovaque a formulé, conformément à l'article XVI, paragraphe 2, de la CITES, une réserve contre l'inscription des espèces suivantes à l'Annexe III de la Convention:

Fauna

Mammalia

Carnivora

Canidae *Vulpes vulpes griffithi*

Vulpes vulpes montana

Vulpes vulpes pusilla

Mustelidae *Mustela altaica*

Mustela erminea ferghanae

Mustela kathiah

Mustela sibirica

No. 15410. Multilateral

CONVENTION ON THE PREVENTION
AND PUNISHMENT OF CRIMES
AGAINST INTERNATIONALLY
PROTECTED PERSONS, INCLUDING
DIPLOMATIC AGENTS. NEW YORK,
14 DECEMBER 1973¹

ACCESSION

Micronesia (Federated States of)

*Deposit of instrument with the Secretary-
General of the United Nations: 6 July
2004*

Date of effect: 5 August 2004

*Registration with the Secretariat of the
United Nations: ex officio, 6 July 2004*

No. 15410. Multilatéral

CONVENTION SUR LA PRÉVENTION
ET LA RÉPRESSION DES INFRAC-
TIONS CONTRE LES PERSONNES
JOUISSANT D'UNE PROTECTION
INTERNATIONALE, Y COMPRIS
LES AGENTS DIPLOMATIQUES.
NEW YORK, 14 DÉCEMBRE 1973¹

ADHÉSION

Micronésie (États fédérés de)

*Dépôt de l'instrument auprès du
Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies : 6 juillet 2004*

Date de prise d'effet : 5 août 2004

*Enregistrement auprès du Secrétariat
des Nations Unies : d'office, 6 juillet
2004*

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 1035, No. I-15410 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 1035, no I-15410.

No. 15511. Multilateral

CONVENTION FOR THE PROTECTION
OF THE WORLD CULTURAL AND
NATURAL HERITAGE. PARIS, 16
NOVEMBER 1972¹

ACCEPTANCE

Tonga

*Deposit of instrument with the Director-
General of the United Nations
Educational, Scientific and Cultural
Organization: 3 June 2004*

Date of effect: 3 September 2004

*Registration with the Secretariat of the
United Nations: United Nations
Educational, Scientific and Cultural
Organization, 8 July 2004*

No. 15511. Multilatéral

CONVENTION POUR LA PROTEC-
TION DU PATRIMOINE MONDIAL,
CULTUREL ET NATUREL. PARIS, 16
NOVEMBRE 1972¹

ACCEPTATION

Tonga

*Dépôt de l'instrument auprès du
Directeur général de l'Organisation
des Nations Unies pour l'éducation, la
science et la culture : 3 juin 2004*

Date de prise d'effet : 3 septembre 2004

*Enregistrement auprès du Secrétariat
des Nations Unies : Organisation des
Nations Unies pour l'éducation, la
science et la culture, 8 juillet 2004*

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 1037, No. I-15511 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 1037, no I-15511.

No. 20378. Multilateral

CONVENTION ON THE ELIMINATION OF ALL FORMS OF DISCRIMINATION AGAINST WOMEN. NEW YORK, 18 DECEMBER 1979¹

OPTIONAL PROTOCOL TO THE CONVENTION ON THE ELIMINATION OF ALL FORMS OF DISCRIMINATION AGAINST WOMEN. NEW YORK, 6 OCTOBER 1999²

RATIFICATION

Russian Federation

Deposit of instrument with the Secretary-General of the United Nations: 28 July 2004

Date of effect: 28 October 2004

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 28 July 2004

No. 20378. Multilatéral

CONVENTION SUR L'ÉLIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION À L'ÉGARD DES FEMMES. NEW YORK, 18 DÉCEMBRE 1979¹

PROTOCOLE FACULTATIF À LA CONVENTION SUR L'ÉLIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION À L'ÉGARD DES FEMMES. NEW YORK, 6 OCTOBRE 1999²

RATIFICATION

Fédération de Russie

Dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 28 juillet 2004

Date de prise d'effet : 28 octobre 2004

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 28 juillet 2004

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 1249, No. I-20378 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 1249, no I-20378.

2. *Ibid.*, Vol. 2131, No. A-20378 — *Ibid.*, Vol. 2131, no A-20378.

No. 20934. United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and Mauritius

CONVENTION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE GOVERNMENT OF MAURITIUS FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION AND THE PREVENTION OF FISCAL EVASION WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME AND CAPITAL GAINS. LONDON, 11 FEBRUARY 1981¹

PROTOCOL BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE GOVERNMENT OF MAURITIUS TO AMEND THE CONVENTION FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION AND THE PREVENTION OF FISCAL EVASION WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME AND CAPITAL GAINS, SIGNED AT LONDON ON 11 FEBRUARY 1981, AS AMENDED BY THE PROTOCOL SIGNED AT PORT LOUIS ON 23 OCTOBER 1986. PORT LOUIS, 27 MARCH 2003

Entry into force : 23 October 2003 by notification, in accordance with article 2

Authentic text : English

Registration with the Secretariat of the United Nations : United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, 6 July 2004

No. 20934. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Maurice

CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE GOUVERNEMENT DE MAURICE TENDANT À ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION ET À PRÉVENIR L'ÉVASION FISCALE EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU ET SUR LES GAINS EN CAPITAL. LONDRES, 11 FÉVRIER 1981¹

PROTOCOLE ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE GOUVERNEMENT DE MAURICE MODIFIANT LA CONVENTION TENDANT À ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION ET À PRÉVENIR L'ÉVASION FISCALE EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU ET SUR LES GAINS EN CAPITAL, SIGNÉE À LONDRES LE 11 FÉVRIER 1981, TELLE QUE MODIFIÉE PAR LE PROTOCOLE SIGNÉ À PORT-LOUIS LE 23 OCTOBRE 1986. PORT-LOUIS, 27 MARS 2003

Entrée en vigueur : 23 octobre 2003 par notification, conformément à l'article 2

Texte authentique : anglais

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, 6 juillet 2004

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 1268, No. I-20934 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 1268, no I-20934.

[ENGLISH TEXT — TEXTE ANGLAIS]

PROTOCOL

The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the Republic of Mauritius;

Desiring to conclude a further Protocol to amend the Convention between the Contracting Governments for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income and on Capital Gains, signed at London on 11 February 1981, as amended by the Protocol signed at Port Louis on 23 October 1986 (hereinafter referred to as "the Convention");

Have agreed as follows:

Article 1

Paragraph (5) of Article 13 of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

"(5) The provisions of this Article shall not affect the right of a Contracting State to levy according to its law a tax chargeable in respect of gains from the alienation of any property on a person who is a resident of that State at any time during the fiscal year in which the property is alienated, or has been so resident at any time during the six fiscal years immediately preceding that year."

Article 2

The Governments of the Contracting States shall notify one another, through diplomatic channels, of the completion of the procedures required by their laws for the bringing into force of this Protocol. This Protocol shall enter into force on the date of the later of these notifications and shall thereupon have effect:

(a) in the United Kingdom:

- (i) in respect of income tax and capital gains tax, for any year of assessment beginning on or after 6th April 2003;
- (ii) in respect of corporation tax, for any financial year beginning on or after 1st April 2003;

(b) in Mauritius:

- (i) in respect of income tax, for any year of assessment beginning on or after 1st July 2003;
- (ii) in respect of capital gains tax (morcellement) for any financial year beginning on or after 1st July 2003.

Article 3

This Protocol shall remain in force as long as the Convention remains in force.

In witness whereof the undersigned, duly authorised thereto by their respective Governments, have signed this Protocol.

Done in duplicate at Port Louis this twenty-seventh day of March 2003.

For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

D R SNOXELL

For the Government of the Republic Mauritius:

A H NAKHUDA

[TRANSLATION - TRADUCTION]

PROTOCOLE

Le Gouvernement du Royaume de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement de la République de Maurice,

Désireux de conclure un autre Protocole portant modification de la Convention entre les gouvernements contractants tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital, signée à Londres le 11 février 1981, telle que modifiée par le Protocole signé à Port-Louis le 23 octobre 1986 (ci-après dénommée la " Convention "),

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Le paragraphe 5 de l'article 13 de la Convention est remplacé par le paragraphe suivant :

" Les dispositions du présent article ne portent pas atteinte au droit d'un État contractant de prélever, conformément à sa législation, un impôt payable sur les gains tirés de la l'aliénation d'un bien quelconque par une personne qui a été un résident de cet État à un moment quelconque de l'année fiscale au cours de laquelle ledit bien a été aliéné, ou qui en a été résident à un moment quelconque au cours des six années fiscales précédant immédiatement ladite année. "

Article 2

Chacun des Gouvernements des États contractants informera l'autre par la voie diplomatique de l'achèvement des procédures requises par sa législation pour la mise en vigueur du présent Protocole. Le Protocole entrera en vigueur à la date de la dernière de ces notifications et scra dès lors applicable :

a) Au Royaume-Uni :

- i) En ce qui concerne l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les gains en capital, à l'année d'imposition commençant le 6 avril 2003 et aux années d'imposition ultérieure;
- ii) En ce qui concerne l'impôt sur les sociétés, à l'exercice commençant le 1er avril 2003 et aux exercices ultérieurs;

b) À Maurice :

- i) En ce qui concerne l'impôt sur le revenu, à l'année d'imposition commençant le 1er juillet 2003 et aux années d'imposition ultérieure;
- ii) En ce qui concerne l'impôt sur les gains en capital (morcellement), à l'exercice commençant le 1er juillet 2003 et aux exercices ultérieurs.

Article 3

Le présent Protocole demeurera en vigueur aussi longtemps que la Convention.

En foi de quoi, les soussignés, à ce dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

Fait en double exemplaire à Port-Louis, le 27 mars 2003.

Pour le Gouvernement du Royaume de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

D. R. SNOXELL

Pour le Gouvernement de la République de Maurice :

A. H. NAKHUDA

No. 21931. Multilateral

INTERNATIONAL CONVENTION
AGAINST THE TAKING OF HOS-
TAGES. NEW YORK, 17 DECEMBER
1979¹

ACCESSION

Micronesia (Federated States of)

*Deposit of instrument with the Secretary-
General of the United Nations: 6 July
2004*

Date of effect: 5 August 2004

*Registration with the Secretariat of the
United Nations: ex officio, 6 July 2004*

No. 21931. Multilatéral

CONVENTION INTERNATIONALE
CONTRE LA PRISE D'OTAGES. NEW
YORK, 17 DÉCEMBRE 1979¹

ADHÉSION

Micronésie (États fédérés de)

*Dépôt de l'instrument auprès du
Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies : 6 juillet 2004*

Date de prise d'effet : 5 août 2004

*Enregistrement auprès du Secrétariat
des Nations Unies : d'office, 6 juillet
2004*

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 1316, No. 1-21931 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 1316, no 1-21931.

No. 24631. Multilateral

CONVENTION ON THE PHYSICAL
PROTECTION OF NUCLEAR MATE-
RIAL. VIENNA, 3 MARCH 1980 AND
NEW YORK, 3 MARCH 1980¹

ACCESSION

Cameroon

*Deposit of instrument with the Director-
General of the International Atomic
Energy Agency: 29 June 2004*

Date of effect: 29 July 2004

*Registration with the Secretariat of the
United Nations: International Atomic
Energy Agency, 27 July 2004*

No. 24631. Multilatéral

CONVENTION SUR LA PROTECTION
PHYSIQUE DES MATIÈRES NU-
CLÉAIRES. VIENNE, 3 MARS 1980
ET NEW YORK, 3 MARS 1980¹

ADHÉSION

Cameronn

*Dépôt de l'instrument auprès du
Directeur général de l'Agence
internationale de l'énergie atomique :
29 juin 2004*

Date de prise d'effet : 29 juillet 2004

*Enregistrement auprès du Secrétariat
des Nations Unies : Agence
internationale de l'énergie atomique,
27 juillet 2004*

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 1456, No. I-24631 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 1456, no I-24631.

No. 26369. Multilateral

MONTREAL PROTOCOL ON SUBSTANCES THAT DEplete THE OZONE LAYER. MONTREAL, 16 SEPTEMBER 1987¹

AMENDMENT TO THE MONTREAL PROTOCOL ON SUBSTANCES THAT DEplete THE OZONE LAYER. BEIJING, 3 DECEMBER 1999²

ACCEPTANCE

Latvia

Deposit of instrument with the Secretary-General of the United Nations: 9 July 2004

Date of effect: 7 October 2004

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 9 July 2004

No. 26369. Multilatéral

PROTOCOLE DE MONTRÉAL RELATIF À DES SUBSTANCES QUI APPAUVRISSENT LA COUCHE D'OZONE. MONTRÉAL, 16 SEPTEMBRE 1987¹

AMENDEMENT AU PROTOCOLE DE MONTRÉAL RELATIF À DES SUBSTANCES QUI APPAUVRISSENT LA COUCHE D'OZONE. BEIJING, 3 DÉCEMBRE 1999²

ACCEPTATION

Lettonie

Dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 9 juillet 2004

Date de prise d'effet : 7 octobre 2004

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 9 juillet 2004

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 1522, No. I-26369 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 1522, no I-26369.
2. *Ibid.*, Vol. 2173, No. A-26369 — *Ibid.*, Vol. 2173, no A-26369.

No. 27531. Multilateral

CONVENTION ON THE RIGHTS OF THE CHILD. NEW YORK, 20 NOVEMBER 1989¹

OPTIONAL PROTOCOL TO THE CONVENTION ON THE RIGHTS OF THE CHILD ON THE SALE OF CHILDREN, CHILD PROSTITUTION AND CHILD PORNOGRAPHY. NEW YORK, 25 MAY 2000²

RATIFICATION

Togo

Deposit of instrument with the Secretary-General of the United Nations: 2 July 2004

Date of effect: 2 August 2004

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 2 July 2004

OPTIONAL PROTOCOL TO THE CONVENTION ON THE RIGHTS OF THE CHILD ON THE INVOLVEMENT OF CHILDREN IN ARMED CONFLICT. NEW YORK, 25 MAY 2000³

RATIFICATION (WITH DECLARATION)

Cambodia

Deposit of instrument with the Secretary-General of the United Nations: 16 July 2004

Date of effect: 16 August 2004

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 16 July 2004

No. 27531. Multilatéral

CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT. NEW YORK, 20 NOVEMBRE 1989¹

PROTOCOLE FACULTATIF À LA CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT, CONCERNANT LA VENTE D'ENFANTS, LA PROSTITUTION DES ENFANTS ET LA PORNOGRAPHIE METTANT EN SCÈNE DES ENFANTS. NEW YORK, 25 MAI 2000²

RATIFICATION

Togo

Dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 2 juillet 2004

Date de prise d'effet : 2 août 2004

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 2 juillet 2004

PROTOCOLE FACULTATIF À LA CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT, CONCERNANT L'IMPLICATION D'ENFANTS DANS LES CONFLITS ARMÉS. NEW YORK, 25 MAI 2000³

RATIFICATION (AVEC DÉCLARATION)

Cambodge

Dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 16 juillet 2004

Date de prise d'effet : 16 août 2004

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 16 juillet 2004

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 1577, No. I-27531 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 1577, no I-27531.

2. *Ibid.*, Vol. 2171, No. A-27531 — *Ibid.*, Vol. 2171, no A-27531.

3. *Ibid.*, Vol. 2173, No. A-27531 — *Ibid.*, Vol. 2173, no A-27531.

declaration:

déclaration :

[ENGLISH TEXT — TEXTE ANGLAIS]

"According to Article 42 of the Law on the General Status of Royal Cambodian Armed Forces stipulated that the Cambodian citizen of either sex who has attained the age of 18 years should be permitted or recruited into the armed forces."

[TRANSLATION - TRADUCTION]

L'article 42 de la loi sur le statut général des forces armées royales du Cambodge fixe à 18 ans l'âge minimum de recrutement pour les citoyens des deux sexes.

COMMUNICATION RELATING TO THE DECLARATIONS MADE BY TURKEY UPON RATIFICATION

Cyprus

Notification deposited with the Secretary-General of the United Nations: 29 July 2004

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 29 July 2004

COMMUNICATION RELATIVE AUX DÉCLARATIONS FORMULÉES PAR LA TURQUIE LORS DE LA RATIFICATION

Chypre

Dépôt de la notification auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 29 juillet 2004

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 29 juillet 2004

[ENGLISH TEXT — TEXTE ANGLAIS]

"The Government of the Republic of Cyprus has examined the declaration made by the Government of the Republic of Turkey to the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the Involvement of Children in Armed Conflict, (New York, 25 May 2000), on 4 May 2004, in respect of the implementation of the provisions of the Optional Protocol only to the States Parties which it recognizes and with which it has diplomatic relations.

In the view of the Government of the Republic of Cyprus, this declaration amounts to a reservation. This reservation creates uncertainty as to the States Parties in respect of which Turkey is undertaking the obligations in the Protocol and raises doubt as to the commitment of Turkey to the object and purpose of the Convention on the Rights of the Child and of the said Protocol. The Government of the Republic of Cyprus therefore objects to the reservation made by the Government of the Republic of Turkey to the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the Involvement of Children in Armed Conflict.

This reservation or the objection to it shall not preclude the entry into force of the Convention on the Rights of the Child or the future entry into force of the said Protocol between the Republic of Cyprus and the Republic of Turkey."

[TRANSLATION - TRADUCTION]

Le Gouvernement de la République de Chypre a examiné la déclaration que le Gouvernement de la République turque a faite le 4 mai 2004 au sujet du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés (New York, 25 mai 2000), selon laquelle la République turque n'appliquera les dispositions dudit Protocole qu'aux États parties qu'elle reconnaît et avec lesquels elle a des relations diplomatiques.

De l'avis du Gouvernement de la République de Chypre, cette déclaration équivaut à une réserve, laquelle crée l'incertitude quant aux États parties vis-à-vis desquels la Turquie s'engage à respecter les obligations énoncées dans le Protocole, et jette le doute sur l'attachement de cette dernière à l'objet et au but de la Convention relative aux droits de l'enfant et audit Protocole. Le Gouvernement de la République de Chypre fait donc objection à la réserve au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés formulée par le Gouvernement de la République turque.

Ni cette réserve ni l'objection dont elle fait l'objet n'empêchent l'entrée en vigueur de la Convention relative aux droits de l'enfant ou la future entrée en vigueur dudit Protocole entre la République de Chypre et la République turque.

No. 27627. Multilateral

UNITED NATIONS CONVENTION
AGAINST ILLICIT TRAFFIC IN NAR-
COTIC DRUGS AND PSYCHOTRO-
PIC SUBSTANCES. VIENNA, 20
DECEMBER 1988¹

ACCESSION

Micronesia (Federated States of)

*Deposit of instrument with the Secretary-
General of the United Nations: 6 July
2004*

Date of effect: 4 October 2004

*Registration with the Secretariat of the
United Nations: ex officio, 6 July 2004*

No. 27627. Multilatéral

CONVENTION DES NATIONS UNIES
CONTRE LE TRAFIC ILLICITE DE
STUPÉFIANTS ET DE SUBSTANCES
PSYCHOTROPES. VIENNE, 20
DÉCEMBRE 1988¹

ADHÉSION

Micronésie (États fédérés de)

*Dépôt de l'instrument auprès du
Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies : 6 juillet 2004*

Date de prise d'effet : 4 octobre 2004

*Enregistrement auprès du Secrétariat
des Nations Unies : d'office, 6 juillet
2004*

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 1582, No. I-27627 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 1582, no I-27627.

No. 28911. Multilateral

BASEL CONVENTION ON THE CONTROL OF TRANSBOUNDARY MOVEMENTS OF HAZARDOUS WASTES AND THEIR DISPOSAL. BASEL, 22 MARCH 1989¹

ACCESSION

Togo

Deposit of instrument with the Secretary-General of the United Nations: 2 July 2004

Date of effect: 30 September 2004

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 2 July 2004

No. 28911. Multilatéral

CONVENTION DE BÂLE SUR LE CONTRÔLE DES MOUVEMENTS TRANSFRONTIÈRES DE DÉCHETS DANGEREUX ET DE LEUR ÉLIMINATION. BÂLE, 22 MARS 1989¹

ADHÉSION

Togo

Dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 2 juillet 2004

Date de prise d'effet : 30 septembre 2004

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 2 juillet 2004

1. United Nations, *Treaty Series*. Vol. 1673, No. 1-28911 — Nations Unies, *Recueil des Traités*. Vol. 1673, no 1-28911.

No. 30619. Multilateral

CONVENTION ON BIOLOGICAL DIVERSITY. RIO DE JANEIRO, 5 JUNE 1992¹

CARTAGENA PROTOCOL ON BIOSAFETY TO THE CONVENTION ON BIOLOGICAL DIVERSITY. MONTREAL, 29 JANUARY 2000²

RATIFICATION

Togo

Deposit of instrument with the Secretary-General of the United Nations: 2 July 2004

Date of effect: 30 September 2004

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 2 July 2004

RATIFICATION

Finland

Deposit of instrument with the Secretary-General of the United Nations: 9 July 2004

Date of effect: 7 October 2004

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 9 July 2004

No. 30619. Multilatéral

CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE. RIO DE JANEIRO, 5 JUIN 1992¹

PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES RELATIF À LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE. MONTRÉAL, 29 JANVIER 2000²

RATIFICATION

Togo

Dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 2 juillet 2004

Date de prise d'effet : 30 septembre 2004

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 2 juillet 2004

RATIFICATION

Finlande

Dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 9 juillet 2004

Date de prise d'effet : 7 octobre 2004

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 9 juillet 2004

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 1760, No. I-30619 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 1760, no I-30619.

2. *Ibid.*, Vol. 2226, No. A-30619 — *Ibid.*, Vol. 2226, no. A-30619.

ACCESSION

Dominica

*Deposit of instrument with the
Secretary-General of the United
Nations: 13 July 2004*

Date of effect: 11 October 2004

*Registration with the Secretariat of the
United Nations: ex officio, 13 July
2004*

RATIFICATION

Rwanda

*Deposit of instrument with the
Secretary-General of the United
Nations: 22 July 2004*

Date of effect: 20 October 2004

*Registration with the Secretariat of the
United Nations: ex officio, 22 July
2004*

ACCESSION

Solomon Islands

*Deposit of instrument with the
Secretary-General of the United
Nations: 28 July 2004*

Date of effect: 26 October 2004

*Registration with the Secretariat of the
United Nations: ex officio, 28 July
2004*

ADHÉSION

Dominique

*Dépôt de l'instrument auprès du
Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies : 13 juillet 2004*

Date de prise d'effet : 11 octobre 2004

*Enregistrement auprès du Secrétariat
des Nations Unies : d'office, 13
juillet 2004*

RATIFICATION

Rwanda

*Dépôt de l'instrument auprès du
Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies : 22 juillet 2004*

Date de prise d'effet : 20 octobre 2004

*Enregistrement auprès du Secrétariat
des Nations Unies : d'office, 22
juillet 2004*

ADHÉSION

Îles Salomon

*Dépôt de l'instrument auprès du
Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies : 28 juillet 2004*

Date de prise d'effet : 26 octobre 2004

*Enregistrement auprès du Secrétariat
des Nations Unies : d'office, 28
juillet 2004*

No. 30999. Multilateral

TREATY ON THE ESTABLISHMENT OF THE CENTRAL AMERICAN PARLIAMENT AND OTHER POLITICAL ORGANS. GUATEMALA CITY, 2 OCTOBER 1987¹

ACCESSION

Panama

Deposit of instrument with the Government of Guatemala: 29 September 1994

Registration with the Secretariat of the United Nations: Guatemala, 1 July 2004

PROTOCOL OF AMENDMENT TO THE TREATY OF 2 OCTOBER 1987. GUATEMALA CITY, 15 SEPTEMBER 1989, SAN JOSÉ, 29 SEPTEMBER 1989, TEGUCIGALPA, 6 NOVEMBER 1989, SAN SALVADOR, 8 DECEMBER 1989 AND MANAGUA, 9 DECEMBER 1989²

ACCESSION

Panama

Deposit of instrument with the Government of Guatemala: 29 September 1994

Registration with the Secretariat of the United Nations: Guatemala, 1 July 2004

No. 30999. Multilatéral

TRAITÉ PORTANT CRÉATION DU PARLEMENT CENTRAMÉRICAIN ET D'AUTRES ORGANES POLITIQUES. GUATEMALA, 2 OCTOBRE 1987¹

ADHÉSION

Panama

Dépôt de l'instrument auprès du Gouvernement guatémaltèque : 29 septembre 1994

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : Guatemala, 1er juillet 2004

PROTOCOLE D'AMENDEMENT AU TRAITÉ DU 2 OCTOBRE 1987. GUATEMALA, 15 SEPTEMBRE 1989, SAN JOSÉ, 29 SEPTEMBRE 1989, TEGUCIGALPA, 6 NOVEMBRE 1989, SAN SALVADOR, 8 DÉCEMBRE 1989 ET MANAGUA, 9 DÉCEMBRE 1989²

ADHÉSION

Panama

Dépôt de l'instrument auprès du Gouvernement guatémaltèque : 29 septembre 1994

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : Guatemala, 1er juillet 2004

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 1777, No. I-30999 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 1777, no I-30999.

2. *Ibid.*, No. A-30999 — *Ibid.*, no A-30999.

No. 31190. El Salvador and Guatemala

CONVENTION BETWEEN EL SALVADOR AND GUATEMALA CONCERNING THE INTERCONNECTION OF THEIR RESPECTIVE ELECTRICAL SYSTEMS. SAN SALVADOR, 22 MAY 1979¹

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENTS OF GUATEMALA AND EL SALVADOR CONCERNING THE STATUTE OF THE GUATEMALA-EL SALVADOR ELECTRICAL INTERCONNECTION. GUATEMALA, 19 NOVEMBER 1982 AND SAN SALVADOR, 26 JANUARY 1983

Entry into force : 26 January 1983, in accordance with the provisions of the said notes

Authentic text : Spanish

Registration with the Secretariat of the United Nations : Guatemala, 1 July 2004

Not published herein in accordance with article 12(2) of the General Assembly regulations to give effect to Article 102 of the Charter of the United Nations, as amended.

No. 31190. El Salvador et Guatemala

CONVENTION ENTRE EL SALVADOR ET GUATEMALA RELATIVE À L'INTERCONNEXION DE LEURS SYSTÈMES ÉLECTRIQUES RESPECTIFS. SAN SALVADOR, 22 MAI 1979¹

ÉCHANGE DE NOTES CONSTITUANT UN ACCORD ENTRE LES GOUVERNEMENTS DU GUATEMALA ET D'EL SALVADOR RELATIF AU STATUTS DE L'INTERCONNEXION ÉLECTRIQUE GUATEMALA-EL SALVADOR. GUATEMALA, 19 NOVEMBRE 1982 ET SAN SALVADOR, 26 JANVIER 1983

Entrée en vigueur : 26 janvier 1983, conformément aux dispositions desdites notes

Texte authentique : espagnol

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : Guatemala, 1er juillet 2004

Non publié ici conformément au paragraphe 2 de l'article 12 du règlement de l'Assemblée générale destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, tel qu'amendé.

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 1821, No. I-31190 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 1821, no I-31190.

No. 31922. Multilateral

CONVENTION ON PROTECTION OF CHILDREN AND COOPERATION IN RESPECT OF INTERCOUNTRY ADOPTION. THE HAGUE, 29 MAY 1993¹

ACCESSION

Guinea

Deposit of instrument with the Government of the Netherlands: 21 October 2003

Date of effect: 1 February 2004. The Convention entered into force between Guinea and all the Contracting States, with the exception of Germany which raised an objection.

Registration with the Secretariat of the United Nations: Netherlands, 15 July 2004

RATIFICATION

Turkey

Deposit of instrument with the Government of the Netherlands: 27 May 2004

Date of effect: 1 September 2004

Registration with the Secretariat of the United Nations: Netherlands, 15 July 2004

No. 31922. Multilatéral

CONVENTION SUR LA PROTECTION DES ENFANTS ET LA COOPÉRATION EN MATIÈRE D'ADOPTION INTERNATIONALE. LA HAYE, 29 MAI 1993¹

ADHÉSION

Guinée

Dépôt de l'instrument auprès du Gouvernement néerlandais : 21 octobre 2003

Date de prise d'effet : 1er février 2004. La Convention est entrée en vigueur entre la Guinée et tous les États contractants, à l'exception de l'Allemagne qui a formulé une objection.

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : Pays-Bas, 15 juillet 2004

RATIFICATION

Turquie

Dépôt de l'instrument auprès du Gouvernement néerlandais : 27 mai 2004

Date de prise d'effet : 1er septembre 2004

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : Pays-Bas, 15 juillet 2004

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 1870, No. I-31922 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 1870, no I-31922.

No. 32022. Multilateral

INTERNATIONAL GRAINS AGREEMENT, 1995. LONDON, 5 AND 7 DECEMBER 1994¹

FOOD AID CONVENTION, 1999. LONDON, 13 APRIL 1999²

RATIFICATION

Luxembourg

Deposit of instrument with the Secretary-General of the United Nations: 27 July 2004

Date of effect: 27 July 2004

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 27 July 2004

No. 32022. Multilatéral

ACCORD INTERNATIONAL SUR LES CÉRÉALES, 1995. LONDRES, 5 ET 7 DÉCEMBRE 1994¹

CONVENTION RELATIVE À L'AIDE ALIMENTAIRE DE 1999. LONDRES, 13 AVRIL 1999²

RATIFICATION

Luxembourg

Dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 27 juillet 2004

Date de prise d'effet : 27 juillet 2004

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 27 juillet 2004

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 1882 No. I-32022 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 1882, no I-32022.

2. *Ibid.*, Vol. 2073, No. A-32022 — *Ibid.*, Vol. 2073, no A-32022.

No. 32076. Multilateral

AGREEMENT TO ESTABLISH THE
SOUTH CENTRE. GENEVA, 1 SEP-
TEMBER 1994¹

ACCESSION

Barbados

*Deposit of instrument with the Secretary-
General of the United Nations: 20 July
2004*

Date of effect: 18 September 2004

*Registration with the Secretariat of the
United Nations: ex officio, 20 July
2004*

No. 32076. Multilatéral

ACCORD PORTANT CRÉATION DU
CENTRE SUD. GENÈVE, 1 SEPTEMBRE 1994¹

ADHÉSION

Barbade

*Dépôt de l'instrument auprès du
Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies : 20 juillet 2004*

Date de prise d'effet : 18 septembre 2004

*Enregistrement auprès du Secrétariat
des Nations Unies : d'office, 20 juillet
2004*

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 1885, No. I-32076 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 1885, no I-32076.

No. 33423. Lithuania and Latvia

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA CONCERNING COOPERATION ON BORDER CONTROLS AT JOINT STATE FRONTIER CROSSING POINTS. RIGA, 9 JUNE 1995¹

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT SUPPLEMENTING THE AGREEMENT OF 9 JUNE 1995 BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA ON STATE BORDER CROSSING POINTS. VILNIUS, 16 JANUARY 2002 AND RIGA, 24 JANUARY 2002

Entry into force : 23 January 2002, in accordance with its provisions

Authentic text : English

Registration with the Secretariat of the United Nations : Latvia, 1 July 2004

No. 33423. Lituanie et Lettonie

ACCORD DE COOPÉRATION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE CONCERNANT LES CONTRÔLES AUX POSTES DE PASSAGE COMMUN DE LA FRONTIÈRE D'ÉTAT. RIGA, 9 JUIN 1995¹

ÉCHANGE DE NOTES CONSTITUANT UN ACCORD COMPLÉTANT L'ACCORD DU 9 JUIN 1995 ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE CONCERNANT LES POSTES DE PASSAGE COMMUN DE LA FRONTIÈRE D'ÉTAT. VILNIUS, 16 JANVIER 2002 ET RIGA, 24 JANVIER 2002

Entrée en vigueur : 23 janvier 2002, conformément à ses dispositions

Texte authentique : anglais

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : Lettonie, 1er juillet 2004

[ENGLISH TEXT — TEXTE ANGLAIS]

EXCHANGE OF NOTES

I

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA

No. 38/2002

The Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Lithuania presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Latvia and has the honour to acknowledge the receipt of its Note No. 40/1117-10017 of 27 November 2001, which reads as follows:

"The Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Latvia presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Lithuania and with reference to the Note

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 1951, No. 1-33423 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 1951, no 1-33423.

No. 40/109-833 of the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Latvia, dated January 30, 2001 and the Note No. 158/2001 of the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Lithuania, dated March 15, 2001 has the honour to convey the following.

The Ministry has the honour to confirm that the Latvian side and the Lithuanian side according to the abovementioned Notes have mutually agreed that the Agreement between the Government of the Republic of Latvia and the Government of the Republic of Lithuania on State Border Crossing Points signed on June 9, 1995 in Riga shall be supplemented with the subparagraph: Article 1, paragraph 6.19. "Lukne - the Republic of Latvia, Lukne - the Republic of Lithuania".

The Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Latvia confirms that the supplement to the Agreement shall enter into force on the date of receipt of this Note.

The Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Latvia avails itself of this opportunity to renew to the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Lithuania the assurances of its highest consideration.

To the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Lithuania
VILNIUS"

In reply the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Lithuania has the honour to confirm that the Lithuanian side agrees to supplement the Agreement between the Government of the Republic of Lithuania and the Government of the Republic of Latvia on State Border Crossing Points, signed on 9 June 1995, with the subparagraph: Article 1, paragraph 6.19. "Lukne - the Republic of Lithuania, Lukne - the Republic of Latvia".

Furthermore, the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Lithuania considers that the Note of the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Latvia No. 40/1117-10017 of 27 November 2001 and the present note shall constitute an agreement between the Government of the Republic of Lithuania and the Government of the Republic of Latvia on the above-mentioned subject will enter into force on the date of the receipt of this note. The Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Lithuania kindly asks to confirm the receipt of this note and to indicate the date of the entry into force of the agreement.

The Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Lithuania avails itself of this opportunity to renew to the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Latvia the assurances of its highest consideration.

Vilnius, 16 January 2002

Ministry of Foreign Affairs
of the Republic of Latvia
RIGA

11

No. 40/124-742

The Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Latvia presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Lithuania and has the honour to refer to its Note No. 38/2002, dated 16 January 2002, concerning the supplement to the Agreement

between the Government of the Republic of Latvia and the Government of the Republic of Lithuania on State Border Crossing Points, signed in Riga on 9 June 1995.

The Ministry informs the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Lithuania that the Note No. 38/2002 has been received at the Ministry on 23 January 2002. In accordance with Article 6, the supplement to the Agreement enters into force on 23 January 2002.

The Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Latvia avails itself of this opportunity to renew to the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Lithuania the assurances of its highest consideration.

Riga, 24 January 2002

To the Ministry of Foreign Affairs
of the Republic of Lithuania
Vilnius

[TRANSLATION - TRADUCTION]

ÉCHANGE DE NOTES

I

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE

No 38/2002

Le Ministère des affaires étrangères de la République de Lituanie présente ses compliments au Ministère des affaires étrangères de la République de Lettonie et a l'honneur d'accuser réception de la note du Ministère No 40/1117-10017, en date du 27 novembre 2001, dont la teneur est la suivante :

" Le Ministère des affaires étrangères de la République de Lettonie présente ses compliments au Ministère des affaires étrangères de la République de Lituanie et se, référant à la note du Ministère des affaires étrangères de la République de Lettonie No 40/109-833, en date du 30 janvier 2001, et à la note du Ministère des affaires étrangères de la République de Lituanie No 158/2001, en date du 15 mars 2001, a l'honneur de communiquer ce qui suit :

Le Ministère confirme que, conformément aux notes ci-dessus mentionnées, la partie letton et la partie lituanien ont convenu d'un commun accord que l'Accord de coopération entre le Gouvernement de la République de Lettonie et le Gouvernement de la République de Lituanie, concernant les contrôles aux postes de passage commun de la frontière d'État, signé le 9 juin 1995 à Riga, est complété par le sous-alinéa suivant à l'article premier, paragraphe 6.19 de l'Accord : 'Lukne-République de Lettonie, Lukne-République de Lituanie'.

Le Ministère des affaires étrangères de la République de Lettonie confirme que la nouvelle disposition entrera en vigueur à la date de réception de la présente note.

Le Ministère des affaires étrangères de la République de Lettonie saisit cette occasion, etc.

Au Ministère des affaires étrangères de la République de Lituanie
Vilnius "

En réponse, le Ministère des affaires étrangères de la République de Lituanie a l'honneur de confirmer que la Lituanie accepte de compléter l'Accord de coopération entre le Gouvernement de la République de Lituanie et le Gouvernement de la République de Lettonie concernant les contrôles aux postes de passage commun de la frontière d'État, signé le 9 juin 1995, par le sous-alinéa suivant à l'article premier, paragraphe 16.19 : " Lukne-République de Lituanie, Lukne-République de Lettonie ".

De plus, le Ministère des affaires étrangères de la République de Lituanie considère que la note du Ministère des affaires étrangères de la République de Lettonie No 40/1117-10017 du 27 novembre 2001 et la présente note constituent un accord entre le Gouvernement de la République de Lituanie et le Gouvernement de la République de Lettonie sur le sujet ci-dessus mentionné, qui entrera en vigueur à la date de réception de la présente note.

Le Ministère des affaires étrangères de la République de Lituanie serait obligé de recevoir confirmation du reçu de la présente note, indiquant la date d'entrée en vigueur de l'Accord.

Le Ministère des affaires étrangères de la République de Lituanie saisit cette occasion, etc.

Vilnius, le 16 janvier 2002.

Ministère des affaires étrangères
de la République de Lettonie
RIGA

II

No 40/124-742

Le Ministère des affaires étrangères de la République de Lettonie présente ses compliments au Ministère des affaires étrangères de la République de Lituanie et a l'honneur de se référer à la note No 38/2002 du 16 janvier 2002 relative à l'Accord de coopération entre le Gouvernement de la République de Lettonie et le Gouvernement de la République de Lituanie concernant les contrôles aux postes de passage commun de la frontière d'État, signé à Riga le 9 juin 1995.

Le Ministère informe le Ministère des affaires étrangères de la République de Lituanie que la note No 38/2002 a été reçue au Ministère le 23 janvier 2002. Conformément à l'article 6, le complément à l'Accord entrera en vigueur le 23 janvier 2002.

Le Ministère des affaires étrangères de la République de Lettonie saisit cette occasion, etc.

Riga, le 24 janvier 2002

Ministère des affaires étrangères de la République de Lituanie
Vilnius

No. 35457. Multilateral

CONVENTION ON THE SAFETY OF
UNITED NATIONS AND
ASSOCIATED PERSONNEL. NEW
YORK, 9 DECEMBER 1994¹

ACCESSION (WITH RESERVATION)

Kuwait

*Deposit of instrument with the Secretary-
General of the United Nations: 19 July
2004*

*Date of effect: 18 August 2004. (With a
reservation in respect of article 22 (1)
of the Convention.)*

*Registration with the Secretariat of the
United Nations: ex officio, 19 July
2004*

No. 35457. Multilatéral

CONVENTION SUR LA SÉCURITÉ DU
PERSONNEL DES NATIONS UNIES
ET DU PERSONNEL ASSOCIÉ. NEW
YORK, 9 DÉCEMBRE 1994¹

ADHÉSION (AVEC RÉSERVE)

Koweït

*Dépôt de l'instrument auprès du
Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies : 19 juillet 2004*

*Date de prise d'effet : 18 août 2004 .
(Avec une réserve à l'égard du
paragraphe 1 de l'article 22 de la
Convention.)*

*Enregistrement auprès du Secrétariat
des Nations Unies : d'office, 19 juillet
2004*

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 2051, no. I-35457 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 2051, no I-35457.

No. 35920. Brazil and Angola

ARRANGEMENT IN THE FIELD OF VOCATIONAL TRAINING, SUPPLEMENTARY TO THE AGREEMENT ON ECONOMIC, SCIENTIFIC AND TECHNICAL COOPERATION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FEDERATIVE REPUBLIC OF BRAZIL AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF ANGOLA. LUANDA, 28 APRIL 1999¹

SECOND AMENDMENT TO THE ARRANGEMENT IN THE FIELD OF VOCATIONAL TRAINING, SIGNED ON 28 APRIL 1999, SUPPLEMENTARY TO THE AGREEMENT ON ECONOMIC, SCIENTIFIC AND TECHNICAL COOPERATION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FEDERATIVE REPUBLIC OF BRAZIL AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF ANGOLA. LUANDA, 4 NOVEMBER 2003

Entry into force : 4 November 2003 by signature

Authentic text : Portuguese

Registration with the Secretariat of the United Nations : Brazil, 6 July 2004

No. 35920. Brésil et Angola

ARRANGEMENT EN MATIÈRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE, COMPLÉMENTAIRE À L'ACCORD DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE, SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE DU BRÉSIL ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ANGOLA. LUANDA, 28 AVRIL 1999¹

DEUXIÈME AMENDEMENT À L'ARRANGEMENT EN MATIÈRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE, SIGNÉ LE 28 AVRIL 1999, COMPLÉMENTAIRE À L'ACCORD DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE, SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE DU BRÉSIL ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ANGOLA. LUANDA, 4 NOVEMBRE 2003

Entrée en vigueur : 4 novembre 2003 par signature

Texte authentique : portugais

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : Brésil, 6 juillet 2004

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 2071, No. I-35920 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 2071, I-35920

[PORTUGUESE TEXT — TEXTE PORTUGAIS]

SEGUNDA EMENDA AO AJUSTE COMPLEMENTAR AO ACORDO DE COOPERAÇÃO
ECONÔMICA, CIENTÍFICA E TÉCNICA ENTRE O GOVERNO DA REPÚBLICA
FEDERATIVA DO BRASIL E O GOVERNO DA REPÚBLICA DE ANGOLA NA
ÁREA DE FORMAÇÃO PROFISSIONAL, FIRMADO EM 28 DE ABRIL DE 1999

Pelo presente instrumento, a República Federativa do Brasil, por meio da Agência Brasileira de Cooperação (ABC) e do Serviço Nacional de Aprendizagem Industrial (SENAI), e a República de Angola, por meio do Ministério da Administração Pública, Emprego e Segurança Social (MAPESS) e do Instituto Nacional de Emprego e Formação Profissional (INEFOP), têm entre si justo e acordado firmar a presente segunda emenda ao Ajuste Complementar ao Acordo de Cooperação Econômica, Científica e Técnica entre o Governo da República Federativa do Brasil e o Governo da República de Angola na Área de Formação Profissional, firmado em 28 de abril de 1999.

OBJETO

A presente Emenda tem por objeto a inclusão de Terceiro Parágrafo no artigo 1º, inclusão de novos itens às alíneas “a” e “b” do artigo 5º e alteração do Parágrafo único do artigo 8º, que passarão a ter a seguinte redação:

ARTIGO I

1. ...

2. ...

3. O Ajuste Complementar tem por objeto, ademais, apoiar a implementação do projeto “Centro de Formação Profissional Brasil-Angola – Consolidação Técnico Pedagógica”, continuidade do projeto Centro Móvel de Formação Profissional da República de Angola, que prevê a consolidação técnico-pedagógica do Centro e a ampliação da capacidade instalada para habilitá-lo a repassar a outros centros angolanos e de terceiros países os conhecimentos adquiridos ao longo do projeto.

ARTIGO 5

a) Ao Governo brasileiro cabe:

- ...

- ...

- ...

- ...

- ...

- ...

- ...

- Apoiar a atualização técnica e aperfeiçoamento profissional do corpo gerencial, administrativo e docente do Centro de Formação Profissional com vistas à elevação qualitativa do quadro de pessoal do Centro;

- Transferir conhecimentos relativos à elaboração de manuais técnicos e relatórios do Centro;

- Fortalecer tecnicamente as novas áreas ocupacionais de atuação do Centro;

b) Ao Governo angolano cabe:

- ...

- ...;

- ...;

- ...;

- ...;

- ...;

- ...;

- ...;
- ...;
- ...;
- ...;
- Definir o quadro técnico que deverá ser capacitado nos campos gerenciais, administrativo e docente;
- Disponibilizar a contrapartida financeira necessária para a execução das ações de cooperação conforme previsto no documento de projeto na sua fase de consolidação técnico pedagógica;
- Dotar o Centro de orçamento anual que lhe permita cobrir as despesas correntes e aquelas demandadas por novas necessidades;

ARTIGO 8

A presente emenda ao Ajuste Complementar entrará em vigor na data de sua assinatura e deverá ter vigência até 30 de setembro de 2004, podendo ser renovada por dois (2) anos, mediante notificação, por via diplomática, entre as Partes.

DISPOSIÇÕES GERAIS

À exceção das alterações previstas na presente Emenda, permanecem inalterados todos os demais artigos existentes na primeira Emenda e no Ajuste Complementar ao Acordo de Cooperação Econômica, Científica e Técnica entre o Governo da República Federativa do Brasil e o Governo da República de Angola na Área de Formação Profissional, firmado em 28 de abril de 1999.

Em testemunho do que as Partes assinaram a presente Emenda.

Feita em Luanda, em 4 de novembro de 2003, em dois exemplares originais, em português, sendo ambos os textos igualmente autênticos.

PELO GOVERNO DA REPÚBLICA
FEDERATIVA DO BRASIL
CELSO AMORIM
Ministro das Relações Exteriores

PELO GOVERNO DA REPÚBLICA
DE ANGOLA
ANTONIO PITRA NETO
Ministro da Administração Pública,
Emprego e Segurança Social

[TRANSLATION - TRADUCTION]

SECOND AMENDMENT TO THE ARRANGEMENT IN THE FIELD OF VOCATIONAL TRAINING, SIGNED ON 28 APRIL 1999, SUPPLEMENTARY TO THE AGREEMENT ON ECONOMIC, SCIENTIFIC AND TECHNICAL COOPERATION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FEDERATIVE REPUBLIC OF BRAZIL AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF ANGOLA

By virtue of this instrument, the Federative Republic of Brazil, acting through the Brazilian Cooperation Agency (ABC) and the National Industrial Apprenticeship Service (SENAI), and the Republic of Angola, acting through the Ministry of Public Administration, Labour and Social Security (MAPESS) and the National Institute of Employment and Vocational Training (INEFOP), agree to sign this Second Amendment to the Arrangement in the field of vocational training, signed on 28 April 1999, Supplementary to the Agreement on Economic, Scientific and Technical Cooperation between the Government of the Federative Republic of Brazil and the Government of the Republic of Angola.

OBJECT

The object of this Amendment is to add a third paragraph to article 1, insert additional text into article 5, paragraphs (a) and (b), and change the sole paragraph of article 8, as follows:

Article 1

1. ...
2. ...

3. The Supplementary Arrangement is also intended to assist in the implementation of the project "Brazil-Angola Vocational Training Centre - Technical and Educational Consolidation", which represents an extension of the project "Angola Mobile Vocational Training Centre" and which aims to consolidate the technical and educational capacities of the Centre and expand its installed capacity, thereby ensuring that knowledge acquired during implementation of the project may be passed on to other centres, both in Angola and in third States.

Article 5

(a) The Government of Brazil shall:

- ...;
- ...;
- ...;
- ...;

Republic of Brazil and the Government of the Republic of Angola, signed on 28 April 1999, shall remain unchanged.

In witness whereof, the Parties have signed this Amendment.

DONE at Luanda on 4 November 2003, in duplicate in the Portuguese language, both texts being equally authentic.

For the Government of the Federative Republic of Brazil:

CELSO AMORIM
Minister for Foreign Affairs

For the Republic of Angola:

ANTONIO PITRA NETO
Minister of Public Administration, Labour and Social Security

[TRANSLATION - TRADUCTION]

DEUXIÈME AMENDEMENT À L'ARRANGEMENT EN MATIÈRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE, SIGNÉ LE 28 AVRIL 1999, COMPLÉMENTAIRE À L'ACCORD DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE, SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE DU BRÉSIL ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ANGOLA

En vertu du présent instrument, la République fédérative du Brésil, par l'intermédiaire de l'Agence brésilienne de coopération (ABC) et du Service national d'apprentissage industriel (SENAI), et la République d'Angola, par l'intermédiaire du Ministère de l'Administration publique, du travail et de la sécurité sociale (MAPESS) et l'Institut national de l'emploi et de la formation professionnelle (INEFOP), sont convenues de signer le présent Deuxième amendement à l'Arrangement en matière de formation professionnelle, signé le 28 avril 1999, complémentaire à l'Accord de coopération économique, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République fédérative du Brésil et le Gouvernement de la République d'Angola.

OBJET

Le présent Amendement ajoute un troisième paragraphe à l'Article premier, insère un texte supplémentaire dans les paragraphes a) et b) de l'Article 5, et modifie le paragraphe unique de l'Article 8 comme suit:

Article premier

1. ...

2. ...

3. L'Arrangement complémentaire vise également à renforcer une assistance pour la mise en oeuvre du projet "Centre de formation professionnelle Brésil-Angola - Consolidation technique et éducative", qui constitue une extension du projet "Centre de formation professionnelle mobile en Angola" et qui a pour but de renforcer les moyens techniques et pédagogiques du Centre et développer sa capacité installée, et par conséquent de garantir que les connaissances acquises au cours de la mise en oeuvre du projet seront transmises à d'autres centres, à la fois en Angola et dans des États tiers.

Article 5

a) Le mandat du Gouvernement du Brésil est le suivant:

- ;
- ;

- ;
- ;
- ;
- ;
- ;

- fournir une formation permanente technique et professionnelle aux cadres, au personnel administratif et aux enseignants du Centre de formation professionnelle en vue d'améliorer les qualifications générales du personnel du Centre;

- transférer les connaissances liées à l'élaboration de la documentation technique et pédagogique du Centre;

- renforcer les capacités techniques dans de nouveaux secteurs d'activité du Centre.

b) Le mandat du Gouvernement de l'Angola est le suivant:

- ;
- ;
- ;
- ;
- ;
- ;
- ;
- ;
- ;
- ;
- ;
- ;
- ;
- ;

- sélectionner le personnel technique qui sera formé de façon à acquérir des compétences en matière de direction, d'administration et d'enseignement;

- procurer le partenaire financier qui assurera la coopération, conformément aux dispositions du document du projet, au cours de la phase de consolidation technique et éducative;

-fournir au Centre un budget annuel suffisant pour couvrir les dépenses courantes ainsi que les dépenses relatives à des engagements imprévus.

Article 8

Le présent Amendement à l'Arrangement complémentaire entre en vigueur à la date de sa signature et reste valide jusqu'au 30 septembre 2004. Il peut être prorogé pour une nouvelle période de deux ans au moyen d'une notification échangée entre les Parties par la voie diplomatique.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

À l'exception des changements prévus par le présent Amendement, tous les autres articles du Premier Amendement et de l'Arrangement complémentaire à l'Accord de coopération économique, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République fédérative du Brésil et le Gouvernement de la République d'Angola, signé le 28 avril 1999, demeurent inchangés.

En foi de quoi, les Parties ont signé le présent Amendement

FAIT à Luanda le 4 novembre 2003, en double exemplaire, en langue portugaise, les deux textes faisant également foi.

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE DU BRÉSIL:

Le Ministre des Affaires Étrangères,

CELSO AMORIM

POUR LA RÉPUBLIQUE DE L'ANGOLA :

Le Ministre de l'Administration publique, du travail et de la sécurité sociale,

ANTONIO PITRA NETO

No. 37517. Multilateral

INTERNATIONAL CONVENTION FOR
THE SUPPRESSION OF TERRORIST
BOMBINGS. NEW YORK, 15 DE-
CEMBER 1997¹

NOTIFICATION UNDER ARTICLE 6(3)

Republic of Korea

*Notification deposited with the
Secretary-General of the United
Nations: 7 July 2004*

*Registration with the Secretariat of the
United Nations: ex officio, 7 July 2004*

No. 37517. Multilatéral

CONVENTION INTERNATIONALE
POUR LA RÉPRESSION DES ATTEN-
TATS TERRORISTES À L'EXPLOSIF.
NEW YORK, 15 DÉCEMBRE 1997¹

NOTIFICATION EN VERTU DU PARAGRAPHE
3 DE L'ARTICLE 6

République de Corée

*Dépôt de la notification auprès du
Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies : 7 juillet 2004*

*Enregistrement auprès du Secrétariat
des Nations Unies : d'office, 7 juillet
2004*

[ENGLISH TEXT — TEXTE ANGLAIS]

"Pursuant to Article 6, Paragraph 3 of the International Convention for the Suppression of Terrorist Bombings,

The Republic of Korea provides the following information on its criminal jurisdiction. Principles on the criminal jurisdiction are set out in the Chapter I of Part I of the Korean Penal Code. The provisions have the following wording:

Article 2 (Domestic Crimes)

This Code shall apply to anyone, whether Korean or alien, who commits a crime within the territorial boundary of the Republic of Korea.

Article 3 (Crimes by Koreans outside Korea)

This Code shall apply to a Korean national who commits a crime outside the territorial boundary of the Republic of Korea.

Article 4 (Crimes by Aliens on board Korean Vessel, etc., outside Korea)

This Code shall apply to an alien who commits a crime on board a Korean vessel or a Korean aircraft outside the territorial boundary of the Republic of Korea.

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 2149, No. I-37517 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 2149, no I-37517.

Article 5 (Crimes by Aliens outside Korea)

This Code shall apply to an alien who commits any of the following crimes outside the territorial boundary of the Republic of Korea:

1. Crimes concerning insurrection;
 2. Crimes concerning treason;
 3. Crimes concerning the national flag;
 4. Crimes concerning currency;
 5. Crimes concerning securities, postage and revenue stamps;
 6. Crimes specified in Articles 225 through 230 among crimes concerning documents;
- and
7. Crimes specified in Article 238 among crimes concerning seal.

Article 6 (Foreign Crimes against the Republic of Korea and Koreans outside Korea)

This Code shall apply to an alien who commits a crime, other than those specified in the preceding Article, against the Republic of Korea or its national outside the territorial boundary of the Republic of Korea, unless such act does not constitute a crime, or it is exempt from prosecution or execution of punishment under the *lex loci delictus*.

Article 8 (Application of General Provisions)

The provisions of the preceding Articles shall also apply to such crimes as are provided by other statutes unless provided otherwise by such statutes."

[TRANSLATION - TRADUCTION]

Conformément au paragraphe 3 de l'article 6 de la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif,

La République de Corée fournit les renseignements ci-après sur sa compétence en matière pénale. Les principes régissant la compétence de la République de Corée en matière pénale sont exposés dans le chapitre premier de la première partie du Code pénal coréen, dont les dispositions se lisent comme suit :

Article 2 (crimes commis sur le territoire national)

Le présent Code est applicable à toute personne, citoyen coréen ou ressortissant étranger, qui commet un crime à l'intérieur du territoire de la République de Corée.

Article 3 (crimes commis par des Coréens en dehors du pays)

Le présent Code est applicable à tout ressortissant coréen qui commet un crime en dehors du territoire de la République de Corée.

Article 4 (crimes commis par des étrangers sur un navire coréen ou autre, en dehors du pays)

Le présent Code est applicable à tout étranger qui commet un crime à bord d'un navire ou d'un aéronef coréen, en dehors du territoire de la République de Corée.

Article 5 (crimes commis par des étrangers en dehors de la Corée)

Le présent Code est applicable à tout étranger qui commet l'un des crimes ci-après en dehors du territoire de la République de Corée :

1. Crimes en rapport avec une insurrection;
2. Crimes en rapport avec un acte de trahison;
3. Outrage au drapeau du pays;
4. Crimes concernant la monnaie du pays;
5. Crimes concernant les titres, valeurs postales et timbres fiscaux;
6. Crimes visés aux articles 225 à 230, parmi ceux concernant les documents;
7. Crimes visés à l'article 238, parmi ceux concernant les sceaux.

Article 6 (crimes commis par des étrangers, en dehors du pays, contre la République de Corée et les citoyens coréens)

Le présent Code est applicable à tout étranger qui commet un crime, autre que ceux énoncés à l'article précédent, à l'encontre de la République de Corée ou de ses ressortis-

sants, en dehors du territoire du pays, sauf si l'acte considéré ne constitue pas un crime ou est exempt de toute poursuite ou sanction en vertu de la loi du lieu du délit.

Article 8 (application des dispositions générales)

Les dispositions des articles susmentionnés sont applicables aussi aux crimes tels que définis dans d'autres lois, sauf si lesdites lois en disposent autrement.

RATIFICATION (WITH NOTIFICATION)

Romania

Deposit of instrument with the Secretary-General of the United Nations: 29 July 2004

Date of effect: 28 August 2004

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 29 July 2004

notification:

RATIFICATION (AVEC NOTIFICATION)

Roumanie

Dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 29 juillet 2004

Date de prise d'effet : 28 août 2004

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 29 juillet 2004

notification :

[ENGLISH TEXT — TEXTE ANGLAIS]

"In accordance with Article 6, paragraph 3 of the Convention, Romania declares that it has established its jurisdiction for the offenses set forth in Article 2, in all cases stipulated by Article 6, paragraphs 1 and 2, in conformity with relevant provisions of its domestic law."

[TRANSLATION - TRADUCTION]

En application du paragraphe 3 de l'article 6 de la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif, la Roumanie déclare avoir établi sa compétence en ce qui concerne les infractions visées à l'article 2 de la Convention, dans tous les cas prévus aux paragraphes 1 et 2 de l'article 6, conformément aux dispositions pertinentes de son droit interne.

No. 37769. Multilateral

INTERNATIONAL COFFEE AGREEMENT 2001. LONDON, 28 SEPTEMBER 2000¹

ACCESSION

Venezuela

Deposit of instrument with the Secretary-General of the United Nations: 8 July 2004

Date of effect: 8 July 2004

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 8 July 2004

No. 37769. Multilatéral

ACCORD INTERNATIONAL DE 2001 SUR LE CAFÉ. LONDRES, 28 SEPTEMBRE 2000¹

ADHÉSION

Venezuela

Dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 8 juillet 2004

Date de prise d'effet : 8 juillet 2004

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 8 juillet 2004

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 2161, No. I-37769 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 2161, no I-37769.

No. 37770. Multilateral

CONVENTION ON ACCESS TO INFORMATION, PUBLIC PARTICIPATION IN DECISION-MAKING AND ACCESS TO JUSTICE IN ENVIRONMENTAL MATTERS. AARHUS, DENMARK, 25 JUNE 1998¹

RATIFICATION

Czech Republic

Deposit of instrument with the Secretary-General of the United Nations: 6 July 2004

Date of effect: 4 October 2004

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 6 July 2004

RATIFICATION

Slovenia

Deposit of instrument with the Secretary-General of the United Nations: 29 July 2004

Date of effect: 27 October 2004

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 29 July 2004

No. 37770. Multilatéral

CONVENTION SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION, LA PARTICIPATION DU PUBLIC AU PROCESSUS DÉCISIONNEL ET L'ACCÈS À LA JUSTICE EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT. AARHUS (DANEMARK), 25 JUIN 1998¹

RATIFICATION

République tchèque

Dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 6 juillet 2004

Date de prise d'effet : 4 octobre 2004

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 6 juillet 2004

RATIFICATION

Slovénie

Dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 29 juillet 2004

Date de prise d'effet : 27 octobre 2004

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 29 juillet 2004

¹ United Nations, *Treaty Series*. Vol. 2161, No. I-37770 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 2161, no I-37770.

No. 37924. Multilateral

AGREEMENT FOR THE IMPLEMENTATION OF THE PROVISIONS OF THE UNITED NATIONS CONVENTION ON THE LAW OF THE SEA OF 10 DECEMBER 1982 RELATING TO THE CONSERVATION AND MANAGEMENT OF STRADDLING FISH STOCKS AND HIGHLY MIGRATORY FISH STOCKS. NEW YORK, 4 AUGUST 1995¹

ACCESSION

Kenya

Deposit of instrument with the Secretary-General of the United Nations: 13 July 2004

Date of effect: 12 August 2004

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 13 July 2004

No. 37924. Multilatéral

ACCORD AUX FINS DE L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER DU 10 DÉCEMBRE 1982 RELATIVES À LA CONSERVATION ET À LA GESTION DES STOCKS DE POISSONS DONT LES DÉPLACEMENTS S'EFFECTUENT TANT À L'INTÉRIEUR QU'AU-DELÀ DE ZONES ÉCONOMIQUES EXCLUSIVES (STOCKS CHEVAUCHANTS) ET DES STOCKS DE POISSONS GRANDS MIGRATEURS. NEW YORK, 4 AOÛT 1995¹

ADHÉSION

Kenya

Dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 13 juillet 2004

Date de prise d'effet : 12 août 2004

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 13 juillet 2004

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 2167, I-37924 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 2167, no I-37924.

No. 38349. Multilateral

INTERNATIONAL CONVENTION FOR
THE SUPPRESSION OF THE FI-
NANCING OF TERRORISM. NEW
YORK, 9 DECEMBER 1999¹

NOTIFICATION UNDER ARTICLE 7(3)

Republic of Korea

*Notification deposited with the
Secretary-General of the United
Nations: 7 July 2004*

*Registration with the Secretariat of the
United Nations: ex officio, 7 July 2004*

No. 38349. Multilatéral

CONVENTION INTERNATIONALE
POUR LA RÉPRESSION DU FI-
NANCEMENT DU TERRORISME.
NEW YORK, 9 DÉCEMBRE 1999¹

NOTIFICATION EN VERTU DU PARAGRAPHE
3 DE L'ARTICLE 7

République de Corée

*Dépôt de la notification auprès du
Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies : 7 juillet 2004*

*Enregistrement auprès du Secrétariat
des Nations Unies : d'office, 7 juillet
2004*

[ENGLISH TEXT — TEXTE ANGLAIS]

Pursuant to Article 7, Paragraph 3 of the International Convention for the Suppression of the Financing of Terrorism,

The Republic of Korea provides the following information on its criminal jurisdiction. Principles on the criminal jurisdiction are set out in the Chapter I of Part I of the Korean Penal Code. The provisions have the following wording:

Article 2 (Domestic Crimes)

This Code shall apply to anyone, whether Korean or alien, who commits a crime within the territorial boundary of the Republic of Korea.

Article 3 (Crimes by Koreans outside Korea)

This Code shall apply to a Korean national who commits a crime outside the territorial boundary of the Republic of Korea.

Article 4 (Crimes by Aliens on board Korean Vessel, etc., outside Korea)

This Code shall apply to an alien who commits a crime on board a Korean vessel or a Korean aircraft outside the territorial boundary of the Republic of Korea.

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 2178, No. I-38349 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 2178, no I-38349.

Article 5 (Crimes by Aliens outside Korea)

This Code shall apply to an alien who commits any of the following crimes outside the territorial boundary of the Republic of Korea:

1. Crimes concerning insurrection;
 2. Crimes concerning treason;
 3. Crimes concerning the national flag;
 4. Crimes concerning currency;
 5. Crimes concerning securities, postage and revenue stamps;
 6. Crimes specified in Articles 225 through 230 among crimes concerning documents;
- and
7. Crimes specified in Article 238 among crimes concerning seal.

Article 6 (Foreign Crimes against the Republic of Korea and Koreans outside Korea)

This Code shall apply to an alien who commits a crime, other than those specified in the preceding Article, against the Republic of Korea or its national outside the territorial boundary of the Republic of Korea, unless such act does not constitute a crime, or it is exempt from prosecution or execution of punishment under the *lex loci delictus*.

Article 8 (Application of General Provisions)

The provisions of the preceding Articles shall also apply to such crimes as are provided by other statutes unless provided otherwise by such statutes.

[TRANSLATION - TRADUCTION]

Conformément au paragraphe 3 de l'article 7 de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme,

La République de Corée fournit les renseignements ci-après sur sa compétence en matière pénale. Les principes régissant la compétence de la République de Corée en matière pénale sont exposés dans le chapitre premier de la première partie du Code pénal coréen, dont les dispositions se lisent comme suit :

Article 2 (crimes commis sur le territoire national)

Le présent Code est applicable à toute personne, citoyen coréen ou ressortissant étranger, qui commet un crime à l'intérieur du territoire de la République de Corée.

Article 3 (crimes commis par des Coréens en dehors du pays)

Le présent Code est applicable à tout ressortissant coréen qui commet un crime en dehors du territoire de la République de Corée.

Article 4 (crimes commis par des étrangers sur un navire coréen ou autre, en dehors du pays)

Le présent Code est applicable à tout étranger qui commet un crime à bord d'un navire ou d'un aéronef coréen, en dehors du territoire de la République de Corée.

Article 5 (crimes commis par des étrangers en dehors de la Corée)

Le présent Code est applicable à tout étranger qui commet l'un des crimes ci-après en dehors du territoire de la République de Corée :

1. Crimes en rapport avec une insurrection;
2. Crimes en rapport avec un acte de trahison;
3. Outrage au drapeau du pays;
4. Crimes concernant la monnaie du pays;
5. Crimes concernant les titres, valeurs postales et timbres fiscaux;
6. Crimes visés aux articles 225 à 230, parmi ceux concernant les documents;
7. Crimes visés à l'article 238, parmi ceux concernant les sceaux.

Article 6 (crimes commis par des étrangers, en dehors du pays, contre la République de Corée et les citoyens coréens)

Le présent Code est applicable à tout étranger qui commet un crime, autre que ceux énoncés à l'article précédent, à l'encontre de la République de Corée ou de ses ressortis-

sants, en dehors du territoire du pays, sauf si l'acte considéré ne constitue pas un crime ou est exempt de toute poursuite ou sanction en vertu de la loi du lieu du délit.

Article 8 (application des dispositions générales)

Les dispositions des articles susmentionnés sont applicables aussi aux crimes tels que définis dans d'autres lois, sauf si lesdites lois en disposent autrement.

OBJECTION TO THE DECLARATION MADE BY
JORDAN UPON RATIFICATION

Austria

*Notification effected with the Secretary-
General of the United Nations: 15 July
2004*

*Registration with the Secretariat of the
United Nations: ex officio, 15 July
2004*

OBJECTION À LA DÉCLARATION FORMULÉE
PAR LA JORDANIE LORS DE LA
RATIFICATION

Autriche

*Notification effectuée auprès du
Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies : 15 juillet 2004*

*Enregistrement auprès du Secrétariat
des Nations Unies : d'office, 15 juillet
2004*

[ENGLISH TEXT — TEXTE ANGLAIS]

"The Government of Austria has examined the Declaration relating to paragraph 1 (b) of Article 2 of the International Convention for the Suppression of the Financing of Terrorism made by the Government of the Hashemite Kingdom of Jordan at the time of its ratification of the Convention. The Government of Austria considers that the declaration made by the Government of the Hashemite Kingdom of Jordan is in fact a reservation that seeks to limit the scope of the Convention on a unilateral basis and is therefore contrary to its object and purpose, which is the suppression of the financing of terrorist acts, irrespective of where they take place and of who carries them out.

The Declaration is furthermore contrary to the terms of Article 6 of the Convention, according to which States Parties commit themselves to "adopt such measures as may be necessary, including, where appropriate, domestic legislation, to ensure that criminal acts within the scope of this Convention are under no circumstances justifiable by considerations of a political, philosophical, ideological, racial, ethnic, religious or other similar nature."

The Government of Austria recalls that, according to customary international law as codified in the Vienna Convention on the Law of Treaties, a reservation incompatible with the object and purpose of a treaty shall not be permitted.

The Government of Austria therefore objects to the aforesaid reservation made by the Government of the Hashemite Kingdom of Jordan to the International Convention for the Suppression of the Financing of Terrorism. However, this objection shall not preclude the entry into force of the Convention between Austria and the Hashemite Kingdom of Jordan."

[TRANSLATION - TRADUCTION]

Le Gouvernement autrichien a examiné la déclaration qu'a faite le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie au sujet de l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 2 de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, lors de sa ratification de la Convention. Il considère que la déclaration du Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie équivaut en fait à une réserve qui vise à limiter unilatéralement la portée de la Convention et qui est contraire à l'objet et au but de celle-ci, à savoir la répression du financement des actes terroristes, où que ceux-ci se produisent et quels qu'en soient les auteurs.

La déclaration est par ailleurs contraire aux dispositions de l'article 6 de la Convention, selon lesquelles les États parties s'engagent à "adopter les mesures qui peuvent être nécessaires, y compris, s'il y a lieu, une législation interne, pour assurer que les actes criminels relevant de la présente convention ne puissent en aucune circonstance être justifiés par des considérations de nature politique, philosophique, idéologique, raciale, ethnique, religieuse ou d'autres motifs analogues".

Le Gouvernement autrichien tient à rappeler qu'en vertu du droit international coutumier, tel que codifié par la Convention de Vienne sur le droit des traités, aucune réserve incompatible avec l'objet et le but de la Convention n'est autorisée.

Le Gouvernement autrichien fait donc objection à la réserve susmentionnée formulée par le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie concernant la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme. La présente objection ne constitue toutefois pas un obstacle à l'entrée en vigueur de la Convention entre l'Autriche et le Royaume hachémite de Jordanie.

OBJECTION TO THE DECLARATION MADE BY
JORDAN UPON RATIFICATION

Norway

*Notification effected with the Secretary-
General of the United Nations: 15 July
2004*

*Registration with the Secretariat of the
United Nations: ex officio, 15 July
2004*

OBJECTION À LA DÉCLARATION FORMULÉE
PAR LA JORDANIE LORS DE LA
RATIFICATION

Norvège

*Notification effectuée auprès du
Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies : 15 juillet 2004*

*Enregistrement auprès du Secrétariat
des Nations Unies : d'office, 15 juillet
2004*

[ENGLISH TEXT — TEXTE ANGLAIS]

"The Government of Norway has examined the declaration relating to paragraph 1 (b) of Article 2 of the International Convention for the Suppression of the Financing of Terrorism made by the Government of Jordan.

The Government of Norway considers the declaration to be a reservation that seeks to limit the scope of the Convention on a unilateral basis and which is contrary to its object

and purpose, namely the suppression of financing of terrorism, irrespective of where they take place and who carries them out.

The declaration is furthermore contrary to the terms of Article 6 of the Convention according to which State Parties commit themselves to adopt measures as may be necessary to ensure that criminal acts within the scope of the Convention are under no circumstances justifiable by considerations of a political, philosophical, ideological, racial, ethnic, religious or similar nature.

The Government of Norway recalls that, according to customary international law, a reservation incompatible with the object and purpose of the Convention shall not be permitted.

The Government of Norway therefore objects to the aforesaid reservation made by the Government of Jordan to the Convention. This objection shall not preclude the entry into force of the Convention between Norway and Jordan."

[TRANSLATION - TRADUCTION]

Le Gouvernement norvégien a examiné la déclaration faite par le Gouvernement jordanien au sujet de l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 2 de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme.

Le Gouvernement norvégien est d'avis que la déclaration est une réserve qui a pour but de limiter unilatéralement la portée de la Convention et qui est contraire à l'objet et au but de cet instrument, à savoir la répression du financement du terrorisme, quels qu'en soient le lieu et l'auteur.

En outre, la déclaration est contraire à l'article 6 de la Convention aux termes duquel les États parties s'engagent à adopter les mesures qui peuvent être nécessaires, y compris, s'il y a lieu, d'ordre législatif, pour que les actes criminels relevant de la présente convention ne puissent en aucune circonstance être justifiés par des considérations de nature politique, philosophique, idéologique, raciale, ethnique, religieuse ou d'autres motifs analogues.

Le Gouvernement norvégien rappelle qu'en vertu du droit international coutumier, il ne peut être formulé aucune réserve incompatible avec l'objet et le but de la Convention.

Le Gouvernement norvégien fait donc objection à la déclaration du Gouvernement jordanien au sujet de la Convention. Cette objection n'empêche pas l'entrée en vigueur de la Convention entre la Norvège et la Jordanie.

RATIFICATION

Tajikistan

Deposit of instrument with the Secretary-General of the United Nations: 16 July 2004

Date of effect: 15 August 2004

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 16 July 2004

RATIFICATION

Tadjikistan

Dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 16 juillet 2004

Date de prise d'effet : 15 août 2004

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 16 juillet 2004

No. 38544. Multilateral

ROME STATUTE OF THE INTERNATIONAL CRIMINAL COURT. ROME, 17 JULY 1998¹

NOTIFICATION UNDER ARTICLE 87 1 (A) AND 2 AND DECLARATION UNDER ARTICLE 103

Honduras

Notification effected with the Secretary-General of the United Nations: 13 July 2004

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 13 July 2004

No. 38544. Multilatéral

STATUT DE ROME DE LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE. ROME, 17 JUILLET 1998¹

NOTIFICATION EN VERTU DES PARAGRAPHES 1 A) ET 2 DE L'ARTICLE 87 ET DÉCLARATION EN VERTU DE L'ARTICLE 103

Honduras

Notification effectuée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 13 juillet 2004

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 13 juillet 2004

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 2187, No. 1-38544 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 2187, no 1-38544.

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

“DECLARACIÓN DE LA REPUBLICA DE HONDURAS. Con relación al Artículo 87, párrafo 1 (a) del Estatuto de Roma de la Corte Penal Internacional, la República de Honduras designa a la Secretaría de Estado en los Despachos de Gobernación y Justicia, como la autoridad competente para recibir y transmitir las solicitudes de cooperación. Con relación al Artículo 87, párrafo 2, la República de Honduras declara que las solicitudes de cooperación y todos los documentos que las justifiquen deberán ser enviados en idioma español o acompañados de una traducción en este idioma. Por último, en relación con el Artículo 103, la República de Honduras declara que está en la disponibilidad de recibir personas condenadas por la Corte, siempre y cuando dichas personas sean de nacionalidad hondureña, hayan sido juzgadas por la Corte, en aplicación del Artículo 21, párrafo 1, literal (c) y tengan que cumplir condenas iguales o inferiores a las condenas máximas permitidas por la legislación hondureña por la comisión de los delitos por los cuales se les haya condenado.”

[TRANSLATION - TRADUCTION]

With respect to article 87, paragraph 1 (a), of the Rome Statute of the International Criminal Court, the Republic of Honduras has designated the Ministry of the Interior and Justice as the competent authority to receive and transmit requests for cooperation. With respect to article 87, paragraph 2, the Republic of Honduras declares that requests for cooperation and any documents supporting the request should be submitted in the Spanish language, or accompanied by a translation into Spanish. Lastly, with regard to article 103, the Republic of Honduras declares its willingness to accept persons sentenced by the Court, provided that such persons are of Honduran nationality, the Court has decided their cases pursuant to article 21, paragraph 1 (c), and the terms of their sentences are equal to or less than the maximum terms permitted by Honduran law for committing the crimes of which they have been convicted.

[TRANSLATION - TRADUCTION]

En application de l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 87 du Statut de la Cour pénale internationale, la République du Honduras désigne le Secrétariat d'État des Ministères de l'intérieur et de la justice, en tant qu'autorité compétente pour recevoir et transmettre les demandes de coopération. S'agissant du paragraphe 2 de l'article 87, la République du Honduras déclare que les demandes de coopération et toutes les pièces justificatives y afférentes doivent être rédigées en espagnol ou accompagnées d'une traduction dans cette langue. Enfin, pour ce qui est de l'article 103, la République du Honduras déclare qu'elle est disposée à recevoir des condamnés, sous réserve qu'ils soient de nationalité hondurienne, qu'ils aient été jugés par la Cour en application de l'alinéa c) du paragraphe 1 de l'article 21 et qu'ils aient été condamnés à des peines d'une durée égale ou inférieure aux peines maximales prévues par la législation hondurienne pour la commission des mêmes infractions.

NOTIFICATION UNDER ARTICLE 87 (1) AND (2)

Croatia

Notification effected with the Secretary-General of the United Nations: 19 July 2004

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 19 July 2004

NOTIFICATION EN VERTU DES PARAGRAPHES 1) ET 2) DE L'ARTICLE 87

Croatie

Notification effectuée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 19 juillet 2004

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 19 juillet 2004

[ENGLISH TEXT — TEXTE ANGLAIS]

"Pursuant to article 87, paragraph 1, of the Statute, the Republic of Croatia declares that requests from the Court shall be transmitted through diplomatic channel to the Ministry of Justice - Department for Cooperation with the International Criminal Courts.

Pursuant to article 87, paragraph 2, of the Statute, the Republic of Croatia declares that requests for cooperation and documents supporting the request from the Court shall be in

Croatian which is the official language of the Republic of Croatia and shall be accompanied by a translation in English which is one of the working languages of the International Criminal Court."

[TRANSLATION - TRADUCTION]

Conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 87 du Statut, la République de Croatie déclare que les demandes émanant de la Cour sont transmises par la voie diplomatique au Ministère de la justice (Département de la coopération avec les juridictions pénales internationales).

Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 87 du Statut, la République de Croatie déclare que les demandes de coopération émanant de la Cour et les pièces justificatives y afférentes sont rédigées en croate, langue officielle de la République de Croatie et sont accompagnées d'une traduction en anglais, l'une des langues de travail de la Cour pénale internationale.

NOTIFICATION UNDER ARTICLE 87 (1)

Namibia

Notification effected with the Secretary-General of the United Nations: 21 July 2004

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 21 July 2004

NOTIFICATION EN VERTU DU PARAGRAPHE I DE L'ARTICLE 87

Namibie

Notification effectuée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 21 juillet 2004

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 21 juillet 2004

[ENGLISH TEXT — TEXTE ANGLAIS]

".....in terms of the provisions of Article 87 (1) (a) of the Rome Statute of the International Criminal Court, the Republic of Namibia designates the Namibian diplomatic channel or the Permanent Secretary, Ministry of Justice of the Government of the Republic of Namibia as the appropriate channel of communication."

[TRANSLATION - TRADUCTION]

En application de l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 87 du Statut de Rome, la République de Namibie désigne la voie diplomatique namibienne ou le Secrétaire permanent au Ministère de la justice du Gouvernement de la République de Namibie comme voie de transmission avec la Cour pénale internationale.

No. 39574. Multilateral

UNITED NATIONS CONVENTION
AGAINST TRANSNATIONAL OR-
GANIZED CRIME. NEW YORK, 15
NOVEMBER 2000¹

NOTIFICATIONS IN RESPECT OF ARTICLES 5
(3), 16 (5), 18 (13) AND 31 (6)

Australia

*Notification deposited with the
Secretary-General of the United
Nations: 2 July 2004*

*Registration with the Secretariat of the
United Nations: ex officio, 2 July 2004*

No. 39574. Multilatéral

CONVENTION DES NATIONS UNIES
CONTRE LA CRIMINALITÉ TRAN-
SNATIONALE ORGANISÉE. NEW
YORK, 15 NOVEMBRE 2000¹

NOTIFICATIONS À L'ÉGARD DU PARA-
GRAPHE 3 DE L'ARTICLE 3, DU PARA-
GRAPHE 5 DE L'ARTICLE 16, DU
PARAGRAPHE 13 DE L'ARTICLE 18, DU
PARAGRAPHE 6 DE L'ARTICLE 31

Australie

*Dépôt de la notification auprès du
Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies : 2 juillet 2004*

*Enregistrement auprès du Secrétariat
des Nations Unies : d'office, 2 juillet
2004*

[ENGLISH TEXT — TEXTE ANGLAIS]

"The Permanent Mission of Australia has the additional honour to note that, under article 5 (3) of the United Nations Convention against Transnational Organised Crime, Australia is required to inform the Secretary General of the United Nations if its law operates in a way that is covered by the paragraph. In accordance with that obligation, the Permanent Mission of Australia is pleased to advise that Australia's law does require an act of furtherance of the Agreement for the conspiracy offence to be made out.

The Permanent Mission of Australia is also pleased to advise that the appropriate Australian authority to contact for the purposes of articles 18 and 31 of the United Nations Convention against Transnational Organised Crime is:

The Attorney-General's Department
(Assistant Secretary, International Crime Branch)
Robert Garran Offices
National Circuit
BARTON ACT 2602
AUSTRALIA

The Permanent Mission of Australia further notes that Australia is not required to make a notification under article 16 (5) of the United Nations Convention against Transnational Organised Crime as Australian extradition law does not operate in the manner covered by this article."

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 2225, No. I-39574 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 2225, no I-39574.

[TRANSLATION - TRADUCTION]

La Mission permanente de l'Australie auprès de l'Organisation des Nations Unies a en outre l'honneur de faire remarquer qu'en vertu du paragraphe 3 de l'article 5 de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, l'Australie est tenue de faire savoir au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies si sa législation répond aux dispositions dudit paragraphe. Conformément à cette obligation, la Mission permanente de l'Australie a le plaisir d'indiquer que la législation australienne subordonne l'établissement d'une infraction à la commission d'un acte en vertu de l'entente.

La Mission permanente de l'Australie a aussi le plaisir de faire savoir que l'autorité australienne compétente à contacter aux fins des articles 18 et 31 de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée est la suivante :

The Attorney-General's Department
(Assistant Secretary, International Crime Branch)
Robert Garran Offices
National Circuit
BARTON ACT 2602
AUSTRALIA

La Mission permanente signale en outre que l'Australie n'est pas tenue de faire une notification au titre du paragraphe 5 de l'article 16 de la Convention, car le mode d'application de la législation australienne relative aux extraditions n'est pas couvert par cet article.

RATIFICATION

Togo

Deposit of instrument with the Secretary-General of the United Nations: 2 July 2004

Date of effect: 1 August 2004

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 2 July 2004

RATIFICATION

Togo

Dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 2 juillet 2004

Date de prise d'effet : 1er août 2004

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 2 juillet 2004

RATIFICATION

Cape Verde

Deposit of instrument with the Secretary-General of the United Nations: 15 July 2004

Date of effect: 14 August 2004

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 15 July 2004

RATIFICATION

Cap-Vert

Dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 15 juillet 2004

Date de prise d'effet : 14 août 2004

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 15 juillet 2004

PROTOCOL TO PREVENT, SUPPRESS AND PUNISH TRAFFICKING IN PERSONS, ESPECIALLY WOMEN AND CHILDREN, SUPPLEMENTING THE UNITED NATIONS CONVENTION AGAINST TRANSNATIONAL ORGANIZED CRIME. NEW YORK, 15 NOVEMBER 2000¹

RATIFICATION

Sweden

Deposit of instrument with the Secretary-General of the United Nations: 1 July 2004

Date of effect: 31 July 2004

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 1 July 2004

RATIFICATION

Cape Verde

Deposit of instrument with the Secretary-General of the United Nations: 15 July 2004

Date of effect: 14 August 2004

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 15 July 2004

PROTOCOLE ADDITIONNEL À LA CONVENTION DES NATIONS UNIES CONTRE LA CRIMINALITÉ TRANSNATIONALE ORGANISÉE VISANT À PRÉVENIR, RÉPRIMER ET PUNIR LA TRAITE DES PERSONNES, EN PARTICULIER DES FEMMES ET DES ENFANTS. NEW YORK, 15 NOVEMBRE 2000¹

RATIFICATION

Suède

Dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 1er juillet 2004

Date de prise d'effet : 31 juillet 2004

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 1er juillet 2004

RATIFICATION

Cap-Vert

Dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 15 juillet 2004

Date de prise d'effet : 14 août 2004

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 15 juillet 2004

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 2237, No. A-39574 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 2241, no A-39574.

PROTOCOL AGAINST THE SMUGGLING OF MIGRANTS BY LAND, SEA AND AIR, SUPPLEMENTING THE UNITED NATIONS CONVENTION AGAINST TRANSNATIONAL ORGANIZED CRIME. NEW YORK, 15 NOVEMBER 2000¹

RATIFICATION

Cape Verde

Deposit of instrument with the Secretary-General of the United Nations: 15 July 2004

Date of effect: 14 August 2004

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 15 July 2004

PROTOCOLE CONTRE LE TRAFIC ILLICITE DE MIGRANTS PAR TERRE, AIR ET MER, ADDITIONNEL À LA CONVENTION DES NATIONS UNIES CONTRE LA CRIMINALITÉ TRANSNATIONALE ORGANISÉE. NEW YORK, 15 NOVEMBRE 2000¹

RATIFICATION

Cap-Vert

Dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 15 juillet 2004

Date de prise d'effet : 14 août 2004

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 15 juillet 2004

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 2241, No. 39574 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 2241, no A-39574.

No. 39639. Multilateral

AGREEMENT ON INTERNATIONAL
ROADS IN THE ARAB MASHREQ.
BEIRUT, 10 MAY 2001¹

RATIFICATION

Saudi Arabia

*Deposit of instrument with the Secretary-
General of the United Nations: 26 July
2004*

Date of effect: 24 October 2004

*Registration with the Secretariat of the
United Nations: ex officio, 26 July
2004*

No. 39639. Multilatéral

ACCORD DES ROUTES
INTERNATIONALES DANS LE
MASHREQ ARABE. BEYROUTH, 10
MAI 2001¹

RATIFICATION

Arabie saoudite

*Dépôt de l'instrument auprès du
Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies : 26 juillet 2004*

Date de prise d'effet : 24 octobre 2004

*Enregistrement auprès du Secrétariat
des Nations Unies : d'office, 26 juillet
2004*

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 2228, No. 1-39639 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 2228, no 1-39639.

No. 40214. Multilateral

STOCKHOLM CONVENTION ON PERSISTENT ORGANIC POLLUTANTS. STOCKHOLM, 22 MAY 2001¹

RATIFICATION (WITH DECLARATION)

Mauritius

Deposit of instrument with the Secretary-General of the United Nations: 13 July 2004

Date of effect: 11 October 2004

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 13 July 2004

declaration:

No. 40214. Multilatéral

CONVENTION DE STOCKHOLM SUR LES POLLUANTS ORGANIQUES PERSISTANTS. STOCKHOLM, 22 MAI 2001¹

RATIFICATION (AVEC DÉCLARATION)

Maurice

Dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 13 juillet 2004

Date de prise d'effet : 11 octobre 2004

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 13 juillet 2004

déclaration :

[ENGLISH TEXT — TEXTE ANGLAIS]

"Pursuant to Article 25, paragraph 4, of the Stockholm Convention on Persistent Organic Pollutants, the Republic of Mauritius declares that any amendments to Annex A, 8 or C shall enter into force for the Republic of Mauritius only upon the deposit by the Republic of Mauritius of its instrument of Ratification, Acceptance, Approval or Accession with respect thereto."

[TRANSLATION - TRADUCTION]

Conformément au paragraphe 4 de l'article 25 de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, la République de Maurice déclare par la présente que toute modification apportée aux annexes A, B ou C n'entrera en vigueur pour la République de Maurice que lors du dépôt par celle-ci d'un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion à cet effet.

1. United Nations, *Treaty Series*. Vol. 2256, No. I-40214 — Nations Unies, *Recueil des Traités*. Vol. 2256, no I-40214.

ACCEPTANCE

Portugal

Deposit of instrument with the Secretary-General of the United Nations: 15 July 2004

Date of effect: 13 October 2004

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 15 July 2004

ACCESSION

Uganda

Deposit of instrument with the Secretary-General of the United Nations: 20 July 2004

Date of effect: 18 October 2004

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 20 July 2004

RATIFICATION

Togo

Deposit of instrument with the Secretary-General of the United Nations: 22 July 2004

Date of effect: 20 October 2004

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 22 July 2004

ACCESSION

Solomou Islands

Deposit of instrument with the Secretary-General of the United Nations: 28 July 2004

Date of effect: 26 October 2004

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 28 July 2004

ACCEPTATION

Portugal

Dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 15 juillet 2004

Date de prise d'effet : 13 octobre 2004

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 15 juillet 2004

ADHÉSION

Ouganda

Dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 20 juillet 2004

Date de prise d'effet : 18 octobre 2004

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 20 juillet 2004

RATIFICATION

Togo

Dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 22 juillet 2004

Date de prise d'effet : 20 octobre 2004

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 22 juillet 2004

ADHÉSION

Îles Salomou

Dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 28 juillet 2004

Date de prise d'effet : 26 octobre 2004

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 28 juillet 2004

No. 40409. United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and Turkmenistan

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE GOVERNMENT OF TURKMENISTAN FOR THE PROMOTION AND PROTECTION OF INVESTMENTS. ASHGABAT, 9 FEBRUARY 1995¹

EXCHANGE OF NOTES EXTENDING THE AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE GOVERNMENT OF TURKMENISTAN FOR THE PROMOTION AND PROTECTION OF INVESTMENTS SIGNED AT ASHGABAT ON 9 FEBRUARY 1995 TO THE ISLE OF MAN AND THE BAILIWICKS OF GUERNSEY AND JERSEY. ASHGABAT, 15 AND 17 JUNE 1999

Entry into force : 17 June 1999, in accordance with the provisions of the said notes

Authentic text : English

Registration with the Secretariat of the United Nations : United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, 6 July 2004

No. 40409. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Turkménistan

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE GOUVERNEMENT DU TURKMÉNISTAN RELATIF À LA PROMOTION ET À LA PROTECTION DES INVESTISSEMENTS. ACHGABAT, 9 FÉVRIER 1995¹

ÉCHANGE DE NOTES ÉTENDANT L'ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE GOUVERNEMENT DU TURKMÉNISTAN RELATIF À LA PROMOTION ET À LA PROTECTION DES INVESTISSEMENTS, SIGNÉ À ACHGABAT LE 9 FÉVRIER 1995, À L'ÎLE DE MAN ET AUX BAILLIAGES DE GUERNSEY ET DE JERSEY. ACHGABAT, 15 ET 17 JUIN 1999

Entrée en vigueur : 17 juin 1999, conformément aux dispositions desdites notes

Texte authentique : anglais

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, 6 juillet 2004

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 2269, No. 1-40409 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 2269, no 1-40409.

[ENGLISH TEXT — TEXTE ANGLAIS]

EXCHANGE OF NOTES

I

HER MAJESTY'S AMBASSADOR AT ASHGABAT TO THE MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS FOR
TURKMENISTAN

Ashgabat

15 June 1999

Note. No. 95/99

Your Excellency,

I have the honour to refer to the Agreement between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of Turkmenistan for the Promotion and Protection of Investments signed at Ashgabat on 9 February 1995 and, in accordance with the provisions of Article 12 thereof, to propose that the Agreement shall be extended to the Isle of Man, and the Bailiwicks of Guernsey and Jersey.

If this proposal is acceptable to the Government of Turkmenistan, I have the honour to propose that this Note and Your Excellency's reply to that effect shall constitute an Agreement between our two Governments which shall enter into force on the date of Your Excellency's reply.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

F A WILSON

II

The Minister of Foreign Affairs for Turkmenistan to Her Majesty's Ambassador at Ashgabat

17 June 1999

05/1354

Your Excellency,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's Note dated 15 June 1999 regarding the Agreement between the Government of Turkmenistan and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland for the Promotion of Investments, which read as follows:

[See Note I]

I have the honour to confirm that the proposal in the above Note is acceptable to the Government of Turkmenistan, who therefore agree that Your Excellency's Note and this reply shall constitute an Agreement between the two Governments which shall enter into force on this date.

I take this opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

B SHIKHMURADOV

[TRANSLATION - TRADUCTION]

ÉCHANGE DE NOTES

I

*L'ambassadeur de Sa Majesté à Ashgabat au Ministère des Affaires étrangères du
Turkménistan*

Ashgabat le 15 juin 1999

Note No 95/99

Excellence,

J'ai l'honneur de me référer à l'accord entre le Gouvernement du Royaume-uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement de Ashgabat relatif à la promotion et à la protection des investissements signé à Ashgabat le 9 février 1995 et, conformément à l'article 12 de cet accord, de proposer que celui-ci soit étendu à l'île de Man et aux bailliages de Guernesey et de Jersey.

Si les dispositions qui précèdent rencontrent l'agrément du Gouvernement de Turkménistan, j'ai l'honneur de proposer la présente note ainsi que votre réponse en ce sens constituent entre nos deux gouvernements un Accord en la matière qui entrera en vigueur à la date de votre réponse.

Veillez agréer...

F A WILSON

II

*Le Ministère des Affaires étrangères du Turkménistan à l'Ambassadeur de Sa Majesté à
Ashgabat*

17 juin 1999

Excellence,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date du 15 juin 1999 concernant l'accord entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement de Turkménistan relatif à la promotion des investissements qui se lit comme suit :

[Voir note I]

J'ai l'honneur de vous confirmer que les propositions qui précèdent sont acceptables au Gouvernement de Turkménistan et que votre note ainsi que la présente constituent un accord entre nos deux Gouvernements qui entrera en vigueur à la date de la présente note.

Veillez agréer etc.

B SHIKHMURADOV

No. 40419. United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and Lithuania

CONVENTION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION AND THE PREVENTION OF FISCAL EVASION WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME AND ON CAPITAL GAINS. VILNIUS, 19 MARCH 2001¹

PROTOCOL BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA AMENDING THE CONVENTION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION AND THE PREVENTION OF FISCAL EVASION WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME AND ON CAPITAL GAINS SIGNED AT VILNIUS ON 19TH MARCH 2001. LONDON, 21 MAY 2002

Entry into force : 28 November 2002 by notification, in accordance with article II

Authentic texts : English and Lithuanian

Registration with the Secretariat of the United Nations : United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, 6 July 2004

No. 40419. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Lituanie

CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE TENDANT À ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION ET À PRÉVENIR L'ÉVASION FISCALE EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU ET SUR LES GAINS EN CAPITAL. VILNIUS, 19 MARS 2001¹

PROTOCOLE ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE MODIFIANT LA CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE TENDANT À ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION ET À PRÉVENIR L'ÉVASION FISCALE EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU ET SUR LES GAINS EN CAPITAL. LONDRES, 21 MAI 2002

Entrée en vigueur : 28 novembre 2002 par notification, conformément à l'article II

Textes authentiques : anglais et lituanien

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, 6 juillet 2004

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 2269, No. 1-40419 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 2269, no 1-40419.

[ENGLISH TEXT — TEXTE ANGLAIS]

The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the Republic of Lithuania (hereinafter referred to as "the Contracting States");

Desiring to conclude a Protocol to amend the Convention between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the Republic of Lithuania for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income and on Capital Gains, with Exchange of Notes, signed at Vilnius on 19th March 2001 (hereinafter referred to as "the Convention"):

Have agreed as follows:

Article I

Article 31 of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

"Article 31

Entry into force

The Governments of each of the Contracting States shall notify the other through diplomatic channels of the completion of the procedures required by law for the bringing into force of this Convention. This Convention shall enter into force on the date of the later of these notifications and shall thereupon have effect:

(a) in Lithuania:

- (i) in respect of taxes withheld at source, on income derived on or after the first day of January 2002;
- (ii) in respect of other taxes, for taxes chargeable for any tax year beginning on or after the first day of January 2002;

(b) in the United Kingdom:

- (i) in respect of income tax and capital gains tax, for any year of assessment beginning on or after 6th April 2002;
- (ii) in respect of corporation tax, for any financial year beginning on or after 1st April 2002."

Article II

The Governments of each of the Contracting States shall notify the other through diplomatic channels of the completion of the procedures required by law for the bringing into force of this Protocol. This Protocol shall enter into force on the date of the later of these notifications and shall thereupon have immediate effect in both Contracting States.

Article III

This Protocol shall cease to be effective at such time as the Convention ceases to be effective in accordance with Article 32 of the Convention.

In witness whereof the undersigned, duly authorised thereto, have signed this Protocol.

Done in duplicate at London, this 21st day of May 2002 in the English and the Lithuanian languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

JACK STRAW

For the Government of the Republic of Lithuania:

A VALIONIS

[LITHUANIAN TEXT — TEXTE LITUANIEN]

**DIDŽIOSIOS BRITANIJOS IR ŠIAURĖS AIRIJOS JUNGTINĖS
KARALYSTĖS VYRIAUSYBĖS IR LIETUVOS RESPUBLIKOS
VYRIAUSYBĖS PROTOKOLAS, PAKEIČIANTIS DIDŽIOSIOS
BRITANIJOS IR ŠIAURĖS AIRIJOS JUNGTINĖS
KARALYSTĖS VYRIAUSYBĖS IR LIETUVOS RESPUBLIKOS
VYRIAUSYBĖS SUTARTĮ DĖL PAJAMŲ BEI KAPITALO
PRIEAUGIO PAJAMŲ
DVGUBO APMOKESTINIMO IŠVENGIMO IR
MOKESČIŲ SLĖPIMO PREVENCIJOS,
PASIRAŠYTA 2001 M. KOVO 19 D. VILNIUJE**

Didžiosios Britanijos ir Šiaurės Airijos Jungtinės Karalystės Vyriausybė ir Lietuvos Respublikos Vyriausybė (toliau vadinamos Susitariančiosiomis Šalimis),

siekdamos sudaryti Protokolą, pakeičiantį Didžiosios Britanijos ir Šiaurės Airijos Jungtinės Karalystės Vyriausybės ir Lietuvos Respublikos Vyriausybės sutartį dėl pajamų bei kapitalo prieaugio pajamų dvigubo apmokestinimo išvengimo ir mokesčių slėpimo prevencijos, kuri pasirašyta 2001 m. kovo 19 d. Vilniuje (toliau vadinama „Sutartimi“), ir kartu pasikeista notomis,

susitarė:

I straipsnis

Sutarties 31 straipsnis išbraukiamas ir pakeičiamas taip:

„31 straipsnis

[SIGALIOJIMAS

Susitariančiųjų Valstybių vyriausybės diplomatiniais kanalais praneša viena kitai apie įstatymu nustatytą procedūrą, reikalingą šiai Sutarčiai įsigaliooti, užbaigimą. Ši Sutartis įsigalioja vėlesniojo iš šių pranešimų dieną ir pradama taikyti:

- (a) Lietuvoje:
 - (i) mokesčiams, išskaitomiems jų susidarymo vietoje - apmokestinant pajamas, gaunamas 2002 metų sausio pirmą dieną ar po jos;
 - (ii) kitiems mokesčiams – imant mokesčius už bet kuriuos finansinius metus, prasidedančius 2002 metų sausio pirmą dieną ar po jos;
- (b) Jungtinėje Karalystėje:
 - (i) pajamų mokesčiui ir kapitalo prieaugio pajamų mokesčiui – už bet kuriuos apmokestinimo metus, prasidedančius 2002 metų balandžio 6 dieną ar po jos;

- (ii) įmonių pajamų mokesčiui - už bet kuriuos finansinius metus, prasidedančius 2002 metų balandžio 1 dieną ar po jos.“

II straipsnis

Susitariančiųjų Valstybių vyriausybės diplomatiniais kanalais praneša viena kitai apie įstatymu nustatytą procedūrą, reikalingą šiam Protokolui įsigaliooti, užbaigimą. Šis Protokolas įsigalioja vėlesniojo iš šių pranešimų dieną ir iš karto pradedamas taikyti abejose Susitariančioiose Valstybėse.

III straipsnis

Protokolas netenka galios tada, kai pagal Sutarties 32 straipsnį galios netenka Sutartis.

Visa tai liudydami šį Protokolą žemiau pasirašo atitinkamai tam įgalioti asmenys.

Pasirašyta dviem egzemplioriais 2002 m. *geguarės* mėn. *21* d.
Londone anglų ir lietuvių kalbomis, abu tekstai turi vienodą galią.

Didžiosios Britanijos ir Šiaurės Airijos
Jungtinės Karalystės Vyriausybės vardu

Lietuvos Respublikos
Vyriausybės vardu

[TRANSLATION - TRADUCTION]

Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement de la République de Lituanie (ci-après dénommés "les États contractants"),

Désireux de conclure un Protocole en vue de modifier la Convention entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement de la République de Lituanie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital, avec échange de notes, signé à Vilnius le 19 mars 2001 (ci-après dénommée "la Convention"),

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

L'article 31 de la Convention est supprimé et remplacé par le texte suivant :

"Article 31. Entrée en vigueur

Le gouvernement de chacun des États contractants notifie l'autre, par la voie diplomatique, de l'accomplissement des procédures requises par la législation pour l'entrée en vigueur de la présente Convention. La présente Convention entrera en vigueur à la date de la dernière de ces notifications et s'appliquera dès lors :

a) En Lituanie :

- i) En ce qui concerne les impôts retenus à la source, sur le revenu acquis le 1er janvier 2002 ou après cette date;
- ii) En ce qui concerne les autres impôts, pour les impôts exigibles pour toute année d'imposition commençant le 1er janvier 2002 ou après cette date;

b) Au Royaume-Uni :

- i) En ce qui concerne les impôts sur le revenu et les gains en capital, pour toute année d'imposition commençant le 6 avril 2002 ou après cette date;
- ii) En ce qui concerne l'impôt sur les sociétés, pour toute année financière commençant le 1er avril 2002 ou après cette date."

Article II

Le gouvernement de chacun des États contractants notifie l'autre État, par la voie diplomatique, de l'accomplissement des procédures requises par la législation pour l'entrée en vigueur du présent Protocole. Le présent Protocole entrera en vigueur à la date de la dernière de ces notifications et s'appliquera dès lors dans les deux États contractants.

Article III

Le présent protocole cessera de s'appliquer dès que la Convention elle-même cessera de s'appliquer conformément à l'article 32 de la Convention.

En foi de quoi les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

Fait à Londres le 21 mai 2002, en double exemplaire, en langues anglaise et lituanienne, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

JACK STRAW

Pour le Gouvernement de la République de Lituanie :

A. VALIONIS

No. 40446. Multilateral

AGREEMENT ON THE PRIVILEGES
AND IMMUNITIES OF THE INTER-
NATIONAL CRIMINAL COURT.
NEW YORK, 9 SEPTEMBER 2002¹

TERRITORIAL EXCLUSION

New Zealand

*Notification effected with the Secretary-
General of the United Nations: 14
April 2004*

*Registration with the Secretariat of the
United Nations: ex officio, 22 July
2004*

No. 40446. Multilatéral

ACCORD SUR LES PRIVILÈGES ET
IMMUNITÉS DE LA COUR PÉNALE
INTERNATIONALE. NEW YORK, 9
SEPTEMBRE 2002¹

EXCLUSION TERRITORIALE

Nouvelle-Zélande

*Notification effectuée auprès du
Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies : 14 avril 2004*

*Enregistrement auprès du Secrétariat
des Nations Unies : d'office, 22 juillet
2004*

[ENGLISH TEXT — TEXTE ANGLAIS]

".....consistent with the constitutional status of Tokelau and taking into account the commitment of the Government of New Zealand to the development of self-government for Tokelau through an act of self-determination under the Charter of the United Nations, this ratification shall not extend to Tokelau unless and until a Declaration to this effect is lodged by the Government of New Zealand with the Depository on the basis of appropriate consultation with that territory."

[TRANSLATION - TRADUCTION]

Et déclare en outre que, conformément au statut constitutionnel des Tokélaou et compte tenu de son engagement à oeuvrer à l'avènement de leur autonomie par un acte d'autodétermination en vertu de la Charte des Nations Unies, la présente ratification ne s'appliquera aux Tokélaou que lorsque le Gouvernement néo-zélandais aura déposé une déclaration à cet effet auprès du dépositaire à la suite d'une consultation appropriée avec le territoire;

1. United Nations, *Treaty Series*, Vol. 2271, No. 1-40446 — Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 2271, no 1-40446.

RATIFICATION

Mali

Deposit of instrument with the Secretary-General of the United Nations: 8 July 2004

Date of effect: 7 August 2004

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 22 July 2004

RATIFICATION

Mali

Dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 8 juillet 2004

Date de prise d'effet : 7 août 2004

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 22 juillet 2004